

Université Panthéon-Assas Paris II

Institut de criminologie

Diplôme universitaire de troisième cycle « Analyse des menaces criminelles contemporaines »

Année universitaire 2008/2009

Sous la direction de Xavier Raufer

Les FARC : une narco-guérilla ?

**Les Forces armées révolutionnaires de
Colombie, une organisation entre politique et
crime**

Michel Gandilhon



Les fondateurs des FARC à Marquetalia
Manuel Marulanda (1930-2008) est le deuxième à partir de la gauche

Décembre 2009

Sommaire

<i>Remerciements</i>	7
Introduction	9
Trois positionnement différents	10
Le « nom » des FARC	11
La cocaïne : une économie-monde criminelle	13
<i>Une guerre criminelle de basse intensité sur trois continents</i>	14
Phénomènes.....	14
<i>À l'origine du chaos : les Andes</i>	16
Le rôle central de la Colombie	16
La production de cocaïne repart en Bolivie et au Pérou	17
Un triomphalisme prématuré ?	19
<i>Diffusion du chaos : le paradigme « Ciudad Juarez »</i>	20
Le Mexique : État failli ?.....	21
L'Afrique de l'Ouest dans l'œil du cyclone.....	24
L'Europe épargnée par la grande violence mais non indemne	27
Le terreau colombien	31
<i>L'État colombien : une formation tourmentée</i>	33
Quelques rappels historiques.....	33
Le « vide » colombien	35
<i>Une vie politique à la fois stable et spasmodique</i>	36
Parti libéral et Parti conservateur	37
Les haines politiques	38
Les paradoxes de la vie politique colombienne	39

<i>Un développement du capitalisme déséquilibré et tronqué.....</i>	<i>41</i>
Une économie d'enclaves.....	42
En finir avec le particularisme « énervant ».....	42
L'essor du café	43
La lutte pour la terre	44
<i>La « Violencia » et la naissance des guérillas</i>	<i>44</i>
Le Bogotazo	44
Les campagnes s'enflamment	45
Anthropologie de l'inhumain	46
<i>Des « républiques indépendantes »aux FARC.....</i>	<i>49</i>
Des Llanos à la Tolima.....	49
Le Parti communiste en solitaire	50
Naissance des Forces armées révolutionnaires de Colombie.....	51
Les FARC : Ascension, apogée, déclin	53
<i>Les FARC, vingt ans de solitude (1965-1985)</i>	<i>55</i>
L'épicentre des luttes se déplacent des campagnes vers les villes.....	56
<i>La coca sauve les FARC.....</i>	<i>57</i>
L'implication des FARC dans la production de coca.....	58
<i>De la guérilla à l'« armée populaire »</i>	<i>60</i>
Le rôle des FARC dans l'économie de la cocaïne	60
<i>La « Troisième Violence ».....</i>	<i>62</i>
Émergence du para-militarisme	62
AUC contre FARC	64
<i>Le « Contre-État » en marche</i>	<i>66</i>
Une « Suisse » sous les tropiques ».....	69
<i>De l'apogée à la défaite stratégique</i>	<i>70</i>

Le grand repli stratégique.....	71
Désaffection populaire	72
Solidarité bolivarienne ?.....	74
Le retour de l'État	75
Les FARC au tournant.....	78
Conclusion.....	81
Vers une « kuomintangisation » ?	82
Les « heures sombres »	82
Le « bel avenir » de la cocaïne	84
Postscriptum sur les FARC (janvier 2010)	86
Bibliographie.....	89
Annexes	93
<i>La Colombie en chiffres</i>	<i>94</i>
<i>Carte administrative de la Colombie</i>	<i>95</i>
<i>Organigramme et structuration des FARC</i>	<i>96</i>
<i>Tableau synoptique des mouvements armés.....</i>	<i>97</i>

Remerciements

Merci à Julie-Emilie Adès et Isabelle Michot de l'OFDT (Observatoire français des drogues et des toxicomanies), pour leur précieux et constant soutien. J'exprime aussi ma gratitude à Xavier Raufer, François Haut et Stéphane Quéré, pour la qualité de l'enseignement dispensé dans le cadre du département de recherche sur les « Menaces criminelles contemporaines » de l'Université Paris II.

Introduction

« *Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde* »

Albert Camus

Le terme de « narco-guérilla » est apparu, en 1984, dans la bouche de l'ambassadeur américain en Colombie, Arthur Lewis Tambs, pour qualifier le mouvement de lutte armée s'opposant au gouvernement en place, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Le contexte est alors marqué en Colombie par le développement du cycle de la cocaïne avec l'essor des superficies de plants de coca et le développement accéléré de l'implantation des laboratoires contrôlés par les grands cartels de Medellin et Cali. C'est d'ailleurs à l'occasion d'une saisie de 14 tonnes de chlorhydrate d'une valeur à l'époque de plus d'un milliard de dollars que l'ambassadeur américain accuse les « communistes » des FARC de vouloir miner la démocratie colombienne et corrompre, de l'extérieur, les États-Unis¹.

Cette année-là, l'heure, dans le pays andin, est pourtant à l'apaisement et à la réconciliation nationale. Le président conservateur Belisario Betancur vient de proposer une trêve à la guérilla et celle-ci a créé, avec le Parti communiste colombien, dont elle constitue la branche militaire depuis le début des années 1960, une expression politique légale, l'UP (Union patriotique), apparemment décidée à s'insérer dans le jeu politique². À l'époque, l'apparition du concept de « narco-guérilla », selon maints spécialistes de la région, constitue un moyen de

¹ Alain Delpirou, Alain Labrousse, *Coca coke* [2006], voir bibliographie complète p. 89.

² Voir la troisième partie p. 55

stigmatisation visant, de la part des États-Unis³, à disqualifier un mouvement, éminemment et fondamentalement politique, opposé à ses intérêts.

Depuis, néanmoins, le terme a fait florès et a d'ailleurs largement débordé les frontières de la Colombie pour qualifier tout mouvement, se réclamant d'objectifs politiques, impliqué dans la production et le trafic de drogues. Mieux, l'apocope « narco » est désormais accolée à des substantifs – narco-État, narco-démocratie, narco-parlement, etc. – pour devenir une sorte de caractérisation passe-partout dont la valeur descriptive et scientifique est très contestable⁴.

Trois positionnement différents

Quoi qu'il en soit, s'il n'est pas question ici de dénier à cette catégorie criminologique toute pertinence heuristique – les narco-guérillas ont existé et existent encore dans le monde d'aujourd'hui⁵ –, l'application de cette qualification aux FARC divise aujourd'hui les spécialistes et les chercheurs et pose la question de la nature réelle de ce mouvement.

Trois approches sur cette question peuvent être distinguées. Une approche « dénégationniste », qui consiste à présenter l'« armée populaire » comme une organisation politique pure et simple en lutte contre l'oligarchie colombienne. Cette position⁶, intenable selon nous, tend à occulter la présence incontestable des FARC à toutes, ou presque, les étapes de la production de cocaïne et refuse d'envisager sa dimension incontestablement

³ Lesquels au cours de leur longue histoire ont su fermer les yeux voire même encourager des mouvements contre-insurrectionnels hostiles au « communisme » qui se finançaient grâce à l'opium notamment pendant les années 1960 (Kuomintang en Birmanie) et la cocaïne dans les années 1980 (*Contras* du Nicaragua)

⁴ Dernière « victime » en date, le parti de Dieu du Liban, le Hezbollah, qualifié dans un article Matthew Levitt, chercheur au Washington Institute un think-tank américain, de mouvement « narco-islamiste », quelques individus, issus de la communauté chiite libanaise émigrée en Argentine, se livrant, semble-t-il, au trafic de la cocaïne pour le compte de l'organisation d'Hassan Nasrallah. L'article est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://pointdebascu.lecanada.ca/spip.php?article1024>

⁵ Voir le tableau synoptique dans les annexes p. 97.

⁶ Représentée, de façon presque caricaturale, par les journalistes du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet et Maurice Lemoine, dans leurs contributions respectives à l'ouvrage d'inspiration nettement stalinienne du « journaliste » colombien Hernando Calvo Ospina [2008]

criminelle. La deuxième approche⁷, symétriquement opposée à la première, quoique plus proche de la vérité du mouvement, considère la guérilla comme une organisation criminelle pure et simple – une « narco-guérilla » –, une sorte de nouveau cartel, mais fait – trop vite selon nous – abstraction de la nature politique de la guérilla. Une troisième, enfin, dont nous nous sentons proches, considère que les FARC sont déchirées par une contradiction entre une dimension criminelle et une dimension politique, qui la taraude et menace son existence en tant qu'acteur, certes très particulier, de la scène *politique* colombienne.

Le « nom » des FARC

Ce mémoire a donc pour objectif principal d'arriver à répondre à la question suivante : de quoi les FARC sont-elles le nom ? Quelle est leur essence (*eidos*⁸) ?

Les FARC, créées en 1966, sont-elles passées au cours de ces quarante dernières années du statut d'organisation armée agissant au nom d'objectifs politiques – à savoir l'instauration d'un régime « marxiste » sur le territoire colombien – à celui d'armée criminelle dont la fonction est la perpétuation d'un système destiné, via notamment le contrôle de la production de cocaïne, à accumuler du capital ? L'implication dans le trafic de cocaïne, dans un premier temps comme moyen de financement de la lutte, est-elle devenue une fin en soi destinée à l'entretien d'un *contre-État*⁹, opposé à l'État reconnu par la communauté internationale, vivant par le biais d'un monopole de la violence et de la collecte de l'impôt de l'exploitation des habitants des zones qu'il contrôle ?

C'est de ces questions que ce travail traitera afin de pouvoir donner la caractérisation la plus scientifique possible du mouvement en question. Pour ce faire, et pour comprendre au cœur de quel phénomène criminel se trouve cette organisation, nous reviendrons dans une première

⁷ Représenté notamment par le géopoliticien Alain Joxe [2008], pour lequel la guérilla des FARC « *communistes agraire, antilatfundistes héroïques, protecteurs des paysanneries pionnières* » est devenue une organisation criminelle pure et simple.

⁸ Terme grec désignant la silhouette ou la forme. Chez Platon, l'*eidos* constitue la nature propre à une chose, l'une des formes éternelles et transcendantes appréhendées par la raison humaine. Par extension, Husserl a forgé le terme « eidétique » pour désigner la saisie phénoménologique des essences en général. Voir Xavier Raufer et l'approche phénoménologique en criminologie [2009].

⁹ Luis Mercier Vega, *Technique du Contre-État* [1968], voir la présentation du concept, essentiel selon nous, p. 51.

partie sur l'économie-monde de la cocaïne. Dans une deuxième partie, nous étudierons le terreau colombien, c'est-à-dire les facteurs sociaux-historiques qui ont favorisé la naissance et le développement du phénomène FARC. Enfin dans l'ultime et troisième partie nous décrirons la cohabitation au sein de la guérilla des facteurs politique et criminel en tentant d'examiner, selon les périodes de vie des FARC, lequel a été prédominant et ce qu'il en est à l'heure actuelle.

Au moment où le continent européen est confronté, du fait de la réorientation de l'offre et de la « saturation » du marché nord-américain, à des arrivées massives de cocaïne, la question de l'élucidation de la nature d'un des organismes qui se trouvent au cœur du processus de production du phénomène n'est pas qu'une question académique : elle est fondamentale dans le cadre de l'appréciation des menaces criminelles contemporaines.

Première partie

La cocaïne : une économie-monde criminelle

« Les conditions bourgeoises de production et d'échange, les rapports bourgeois de propriété, la société bourgeoise moderne, qui a mis en mouvement de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées » Karl Marx¹⁰

¹⁰ *Le manifeste du Parti Communiste*, Karl Marx, Friedrich Engels, éditions Science Marxiste, Paris, 1999.

Une guerre criminelle de basse intensité sur trois continents

Phénomènes

Juillet 2009 : dans l'Etat du Michoacan, situé sur la côte du Pacifique au sud du Mexique, douze policiers fédéraux sont assassinés au cours d'une quinzaine d'attaques lancées par le cartel dit de « La Familia ».

Juin 2009 : dans le département du Narino, au sud-ouest de la Colombie, non loin du port de Tumaco, cinq cents villageois sont chassés de leur village suite aux conflits opposant deux bandes rivales liées aux paramilitaires : les *Rastrojos* et les *Aigles noirs*.

Avril 2009 : dans la région d'Ayacucho, située au sud de la capitale du Pérou, une embuscade du Sentier Lumineux menée contre un convoi militaire de l'armée péruvienne fait treize morts.

Mars 2009 : en Guinée-Bissau, un coup d'Etat militaire met un terme à l'affrontement sanglant entre le Président de la République et le chef de l'armée.

Février 2009 : en Colombie, à la frontière de l'Equateur, huit indiens, appartenant à l'ethnie *awas*, sont assassinés par une colonne de guérilléros des FARC.

Janvier 2009 : à Madrid, en Espagne, un commando armé de quatre hommes donne l'assaut en plein jour à l'hôpital qui abritait un Colombien, Léonidas Vargas, et l'abat.

Ces événements tragiques, sans aucune connexion apparente entre eux, survenus sur les continents américain, africain et européen, sélectionnés entre mille autres et tirés de l'actualité internationale la plus quotidienne, n'ont pas été choisis arbitrairement. Ils sont rattachés à un dénominateur commun. Un dénominateur qui a pour nom « chlorhydrate de cocaïne ». Aujourd'hui, et cela depuis une bonne vingtaine d'années, la lutte entre bandes criminelles, mafias et guérillas, plus ou moins dégénérées, pour le contrôle de la production et des routes de circulation de la cocaïne, est devenue une réalité criminelle majeure de notre temps, affectant et concernant désormais la totalité de la planète.

Des bidonvilles de La Paz ou de Bogota aux quartiers huppés de Miami ou de Chicago ; des plateaux andins de Colombie aux confins désertiques du Mali ; du Guatemala à l'Espagne ; des quartiers déshérités de Lima aux banlieues périphériques de Naples ou de Paris, des hommes s'affrontent et s'entretuent pour la production et le contrôle de l'*or blanc*¹¹.

Au cours de ces vingt dernières, le marché de la cocaïne, qui était auparavant et *essentiellement* une réalité affectant le continent américain – en son cône sud pour la production (Colombie, Pérou, Bolivie) ; et en sa partie située au nord (États-Unis, Canada) pour la distribution et la consommation finale – est devenue une économie-monde au sens « braudélien » du terme¹². Le phénomène a été favorisé à partir du milieu des années 1980 par la saturation du marché américain, qui absorbait la plus grande partie de la cocaïne produite dans le monde.

À l'époque, les trafiquants colombiens, organisés notamment dans les célèbres cartels de Medellin et Cali, qui exerçaient un quasi-monopole sur l'exportation de cocaïne vers les États-Unis, confrontés au spectre de la surproduction ont décidé de réorienter une partie de leurs exportations en direction de l'Europe. Depuis, ce continent – d'autant plus attractif que la chute du mur de Berlin en 1989 a ouvert des marchés nouveaux et fait rentrer des dizaines de millions de nouveaux consommateurs potentiels, non seulement dans la mondialisation dite « libérale », mais aussi *criminelle* – est confronté d'année en année à des arrivées de plus en plus massives de cocaïne sur son sol¹³. Cette « conquête de l'Europe »¹⁴ par la cocaïne a

¹¹ Voir l'article de Jérôme Pierrat, « L'or blanc des Blacks des cités » paru dans l'hebdomadaire *Le Point* du 21 août 2008. L'article met en évidence l'implantation du trafic de cocaïne dans certaines cités « populaires » de la banlieue parisienne, en l'occurrence la Grande-Borne à Grigny. Ce phénomène est favorisé par certains trafiquants originaires de l'Afrique de l'Ouest qui se servent de leurs liens avec les pays d'origine, par lesquels passe désormais une partie de plus en plus grande des flux internationaux de cocaïne, pour nouer des contacts internationaux afin d'en favoriser l'importation.

¹² « *Economie-monde : [...] système dont les liaisons internes sont assez fortes pour qu'il soit doté d'une unité qui lui permet d'être cohérent, autonome et autosuffisant.* », *Lexique des sciences sociales*, Jean-Paul Piriou, La Découverte, collection Repères, 2004.

¹³ En 2007, les quantités saisies de cocaïne s'élevaient, selon l'OEDT (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies) à 77 tonnes. « Rapport annuel 2009 », voir la bibliographie p. 89.

¹⁴ « Cocaïne : la conquête de l'Europe », Dominique Lebleux, Stéphane Quéré, Xavier Raufer, note pour la Fondation Robert Schuman, juillet 2007.

bien évidemment des répercussions énormes sur la configuration de la criminalité et aussi, paradoxalement un impact, comme nous le verrons, sur le continent africain dans sa partie occidentale.

À l'origine du chaos : les Andes

Contrairement au cas du pavot dont la culture se retrouve sur les quatre continents, le cocaïer est une exclusivité de trois pays andins : le Pérou, la Bolivie et la Colombie. Cette région du monde est en effet la seule où se déploie la culture de la feuille de coca, matière première qui permet la fabrication du chlorhydrate. En 2008¹⁵, si l'on en croit les statistiques prodiguées par l'ONUDC (Organisation des Nations-Unies contre la drogue et le crime), la Colombie est à la fois le premier producteur mondial de feuilles de coca (80 000 ha) devant le Pérou (56 100 ha) et la Bolivie (30 500 ha) et le premier producteur de chlorhydrate de cocaïne avec 430 tonnes, devant le Pérou (302 tonnes) et la Bolivie (113 tonnes).

Le rôle central de la Colombie

Longtemps, la Colombie n'a occupé que le haut de la chaîne de la valeur ajoutée en important de Bolivie et du Pérou la pâte-base produite à partir de la feuille et en la transformant en chlorhydrate de cocaïne dans ses laboratoires. Au milieu des années 1990, en effet, la division internationale du travail s'agissant de la production se présentait de la manière suivante : la Bolivie et le Pérou produisaient, à partir de la coca, la pâte base de cocaïne (PBC) dont la transformation en chlorhydrate était assurée dans les laboratoires installés en Colombie et contrôlés notamment par les célèbres cartels de Cali et de Medellín.

Pendant cette décennie, la production annuelle mondiale de cocaïne est estimée dans une fourchette annuelle comprise entre 800 et 1 000 tonnes. Le quart, à peu près, est intercepté par les services répressifs des différents pays. Quarante pour cent des saisies sont alors réalisées aux États-Unis, lesquels constituent le premier marché au monde devant l'Europe de l'Ouest.

¹⁵ UNODC, *Rapport mondial sur les drogues*, résumé analytique, 2009. Il semblerait que la fin de l'année 2009 marque un renversement radical de tendance. Une dépêche de l'ONUDC, l'Agence des Nations Unies, en charge de lutte contre la drogue et le crime, et les services américains annoncent pour la première fois depuis bien des années une réduction radicale des superficies des cultures de coca et surtout une chute de la production de cocaïne en Colombie. Voir plus loin la question du doute que l'on peut légitimement ressentir face aux données officielles.

Aujourd'hui, à la lumière des données de l'ONUDC, on peut constater que malgré les politiques d'éradication de la coca menées dans le cadre des politiques de « guerre à la drogue », la production annuelle mondiale de cocaïne n'est que très légèrement inférieure – 850 tonnes – à celle qui prévalait dans les années 1990.

Cela dit, il semble que la dynamique, que ce soit en termes de superficie cultivée et de production de cocaïne, soit à la baisse en Colombie. En dix ans, les superficies de coca cultivées auraient diminué de moitié passant de 160 000 à 80 000 ha tandis que sur la même période la production de chlorhydrate serait passée environ de 700 à 400 tonnes.

Alors, l'accord conclut entre la Colombie et les États-Unis dans le cadre du Plan Colombie (voir p. 67) visant à l'éradication de la coca est-il en train de réussir et de porter ses fruits ? L'heure, à la fin de l'année 2009, est en tout cas à l'optimisme du côté des États-Unis. Si l'on en croit en effet ses propres statistiques, on assisterait même selon un communiqué du département d'État, diffusé le 7 novembre 2009, par l'ambassade des États-Unis à Bogota, à une réduction historique de la production de cocaïne : *« La production de cocaïne en Colombie est passée de 485 tonnes en 2007 à 295 tonnes en 2008, une réduction historique due notamment à l'action des autorités colombiennes [...] Il y a encore cinq ans, 680 tonnes de cocaïne étaient produites en Colombie. Les surfaces cultivées de coca ont dans le même temps diminué de 29 % passant de 167 000 ha à 129 000 ha.¹⁶ »*

La production de cocaïne repart en Bolivie et au Pérou

Cependant au milieu de ce concert d'autosatisfaction, certes discordant¹⁷, qui réunit les Nations-Unies, les États-Unis et la Colombie, un certain nombre d'éléments viennent tempérer fortement l'idyllique tableau avec notamment le redémarrage certain de la production de cocaïne, après des années de baisse, au Pérou et en Bolivie.

Dans le premier pays, la production atteint en effet des niveaux sans précédent depuis au moins une bonne dizaine d'années, époque à laquelle le pays était plongé dans une guerre

¹⁶ Voir la dépêche de l'AFP du 7 novembre 2009, « Colombie : réduction "historique" de la production de cocaïne ».

¹⁷ On peut s'étonner notamment des écarts énormes entre les statistiques délivrées par l'ONUDC et les États-Unis que ce soit en matière de production de cocaïne (430 t pour la première et 295 pour les seconds) et de superficie de coca cultivée (80 000 ha et 129 000 ha).

civile atroce – 70 000 morts entre 1980 et 2000 – du fait de la guérilla maoïste du Sentier Lumineux et des actions des groupes paysans d'autodéfense mis en place avec l'aide de l'État et des militaires. D'ailleurs, cette guérilla semble renaître de ses cendres puisqu'on assiste en 2009 à une nette recrudescence de son activité dans les zones traditionnelles de la culture de coca (Alto Huallaga et la vallée des fleuves Apurimac et Ene). En 2009, les embuscades du néo « Sentier¹⁸ » ont fait 25 morts dans les rangs de l'armée et de la police¹⁹.

Evo Morales : un coca-populisme ?

En Bolivie, si la situation est moins dramatique du point de vue du narco-trafic qu'au Pérou et en Colombie, les données disponibles, de même que le contexte politique, n'incitent guère à l'optimisme²⁰. En effet, si ce pays reste encore largement derrière le Pérou et la Colombie en matière de culture de coca et de production de chlorhydrate de cocaïne, il n'en reste pas moins que, d'après les statistiques publiées par l'ONUDC, les superficies cultivées et la production sont en augmentation régulière depuis dix ans. En outre, il semble que l'arrivée au pouvoir en 2005 d'Evo Morales, ancien responsable syndical des cultivateurs de coca boliviens (*cocaleros*), crée un contexte favorable au développement de la narco-criminalité. La préoccupation des pouvoirs publics de réhabiliter, dans un contexte social caractérisé par le renouveau culturel et politique indien, l'image de la coca – plante traditionnelle inscrite dans le paysage des consommations indiennes depuis des millénaires, avec notamment la pratique

¹⁸ « Néo » car l'organisation qui resurgit aujourd'hui semble n'entretenir que peu de rapports, sur le plan idéologique, avec le maoïsme combattant des années 1980, qui faisait du Sentier Lumineux un mouvement fondamentalement politique utilisant, certes, des moyens criminels. Il apparaît aujourd'hui que ce soit l'inverse, la phraséologie maoïste servant de paravent à des activités liées au narcotrafic. Il semble que le chef historique du « Sentier » première version, Abimaël Guzman, le fameux « Président Gonzalo », ne s'y soit pas trompé. Depuis la cellule qu'il occupe, depuis son arrestation en 1992, la « Quatrième épée du marxisme » – son autre surnom – vient de lancer un appel destiné à la fois aux autorités politiques et aux militants afin que les premières votent une loi d'amnistie générale des « sendéristes » de la première génération encore emprisonnés et que les seconds créent un parti politique légaliste s'inscrivant dans un processus de réconciliation nationale.

¹⁹ Voir la note d'alerte du DRMCC, rédigée par Serge Leteur, diffusée en mai 2009 : « Sentier Lumineux : le grand retour, guérilla idéologique ou cartel déguisé ? »

²⁰ Voir l'article du journaliste bolivien Rodolfo Pérez, « Chronique de Bolivie : coca, cocaïne et pouvoir », publié dans le numéro 69 (Eté 2008) de la revue *Problèmes d'Amérique latine*.

de mastication de la plante – en favorisant l'utilisation de la plante dans un cadre légal²¹ par le développement de filière économiques (médicaments, produits de beauté, alimentation), donneraient lieu à des dérives de moins en moins contrôlées par le gouvernement. Ainsi certains producteurs de coca, dans les régions traditionnelles de culture telles que les Yungas et le Chapare, ne respectent pas les quotas légaux de production²² destinée au secteur légal et développent les cultures. Une partie des récoltes sont transformées en pâte-base, laquelle finit dans les laboratoires, au demeurant de plus en plus nombreux en Bolivie, des narco-trafiquants et des bandes criminelles. Par ailleurs, le syndicat des *cocaleros*, qui constitue une des bases politiques du régime de Morales et dont plusieurs dirigeants occupent les plus hautes fonctions de l'État bolivien, milite, de manière extrêmement combative, pour un relèvement des quotas à 20 000 ha contre 12 000 aujourd'hui²³. Au vu de ces évolutions internes, et si l'on prend en compte le fait que d'après certaines études seuls 10 000 ha de coca suffiraient à satisfaire les besoins légaux du pays, il est légitime de penser que les bandes criminelles liées à la production et au trafic de cocaïne ne sont pas près de connaître une pénurie de matière première.

Un triomphalisme prématuré ?

On le voit donc les situations péruvienne et bolivienne ne laissent pas présager une diminution de la production de cocaïne et des phénomènes criminels qui l'accompagnent et l'encadrent. Pire encore, il est légitime de penser que l'optimisme qui s'est exprimé dernièrement à Bogota sur l'état des lieux en Colombie doit être largement tempéré. En effet, pour le chercheur et membre de l'Agence antidopage italienne, Sandro Donati, les données publiées par les services des Nations Unies et des États-Unis en matière de production de cocaïne n'ont rien à voir avec la réalité effective et sous-estiment grossièrement la réalité. Sur la base d'une étude

²¹ La coca est reconnue comme un élément de l'identité nationale bolivienne au point qu'elle figure dans la nouvelle Constitution (article 385) adoptée par référendum en 2008 : « *L'État reconnaît la coca originaire et ancestrale comme patrimoine culturel, ressource naturelle renouvelable de la biodiversité de Bolivie, et facteur de cohésion sociale. La revalorisation, la production, la commercialisation et l'industrialisation seront régies par la loi.* »

²² C'est une loi de 1988 qui encadre la production de coca légale. Elle limite notamment la culture à des zones traditionnelles (Yungas, Chapare) et prévoit que celle-ci ne doit pas dépasser 12 000 ha.

²³ En septembre 2009, les affrontements entre les *cocaleros* et les indiens Yuracares, qui refusent de voir leur réserve envahie par les champs de coca a fait un mort.

menée en 2008, et dont les résultats ont été rendus publics en février 2009, à partir des opérations de démantèlement d'unité de production de pâte-base et de chlorhydrate de cocaïne menées par l'armée colombienne, il arrive à une estimation de 2 000 tonnes de cocaïne produite sur le sol colombien soit un chiffre quatre fois supérieur à celui des Nations Unies et six fois à celui des États-Unis²⁴.

Quoi qu'il en soit, en dépit des quelques succès rencontrés par le gouvernement d'Alvaro Uribe contre les FARC et en matière de démobilisation de certaines fractions des paramilitaires liés aux AUC (voir la troisième partie p. 74), l'actualité la plus récente montre la très forte persistance des bandes armées de toutes sortes liés aux différents stades du narco-traffic. Ainsi, il apparaît qu'en dépit des campagnes aériennes incessantes d'épandage de pesticides, la coca est présente aujourd'hui encore dans une vingtaine de départements sur les trente-deux que compte la Colombie et dans près de 20 % des 1 098 communes du pays. En outre, la culture serait en nette augmentation dans les départements frontaliers du Venezuela (Arauca, Norte de Santander²⁵) et de l'Équateur (Narino). En réaction à la politique d'épandage des plants de coca et pour éviter les repérages préalables par satellite, les paysans réduisent la taille des parcelles et disséminent la culture au sein des champs dédiés aux cultures vivrières.

Diffusion du chaos : le paradigme « Ciudad Juarez »

Les États *faibles*, comme la Colombie, le Mexique et les micro-États d'Amérique centrale voire *faillis* comme l'Afghanistan ou la Somalie, où le monopole légitime de la violence ne s'exerce quasiment plus, constituent des terrains favorables au développement du crime organisé, et notamment de celui lié au trafic de drogues. Celui-ci naît souvent de circonstances géographiques et historiques particulières – comme nous le verrons plus loin pour

²⁴ *Dossier Colombia, Production and smuggling of cocaine, UN creative accounting of the antinarcotics*. Le rapport est disponible sur le site de l'association FLARE (Freedom legality and Rights in Europe) : www.flarenetwork.org

²⁵ Les superficies de coca dans ce département auraient augmenté de presque 50 % en 2008. Dernièrement, les FARC qui y sont relativement puissantes (Front 45) s'y sont manifestées en faisant sauter des pylônes électriques. Action qui a plongé pendant 24 heures le département de l'Arauca dans l'obscurité.

le cas colombien – favorisant une fragilité étatique grâce à laquelle il va prospérer tout en l’aggravant par la suite afin d’en faire une donnée permanente.

Le crime organisé a besoin en effet de situations chaotiques. Le trafic de cocaïne en offre, de nos jours, l’illustration dramatique avec la prolifération des zones de conflits dans les segments de la planète qu’il a besoin de contrôler, que ce soit pour la production ou la circulation du produit fini. Ainsi, ces vingt dernières années auront vu, avec la chute des grands cartels colombiens, les organisations criminelles du Mexique prendre un rôle déterminant dans l’exportation de cocaïne vers le marché nord-américain.

Le Mexique : État failli ?

Ce processus est allé de pair, sur les routes de la cocaïne qui passent par l’Amérique centrale et le Mexique (le corridor centre-américain), avec le délitement, à mesure du grossissement des organisations criminelles, des États. Aujourd’hui des pays comme le Guatemala, le Salvador et le Mexique connaissent une sorte de « colombianisation »²⁶ avec des situations de quasi guerre civile entre l’État et les bandes criminelles. Cependant, ce qui pouvait encore être « tolérable » pour les garants du *nomos*²⁷ de la Terre, les États-Unis et l’Europe essentiellement, quand il s’agissait de la lointaine Colombie ou de l’exotique Pérou, le devient moins quand la treizième puissance économique de la planète, le Mexique, située, qui plus est, aux portes de la première puissance mondiale, menace de basculer dans le chaos le plus total.

Un spécialiste américain de stratégie militaire, William S. Lind, considère même le Mexique comme un « *État failli* », possédant *en apparence* tous les attributs de la souveraineté mais ressemblant dans les faits à une sorte de « *Village Potemkine* »²⁸. Quoi qu’il en soit, la situation est arrivée à un stade critique ou presque. Depuis 2006, année de l’arrivée au pouvoir

²⁶ Notamment quand, dans les années 1990, le cartel de Medellin avait déclaré la guerre totale à certaines fractions de l’État colombien.

²⁷ « *Le nomos est la mesure première, la répartition, le partage originaire de l’espace terrestre, l’ordre fondamental concret de la terre, l’ensemble ordonné des acteurs politiques tenus par des règles communes.* », Xavier Raufer, *Les nouveaux dangers planétaires, chaos mondial, déclèment précoce*, CNRS éditions, Paris, 2009.

²⁸ « *Le Mexique, État failli* », *Spacewar*, 5 juin 2008, disponible sur internet à l’adresse suivante : http://contre.info.info/prnart.php3?id_article=2047

du président Felipe Calderon, 14 000 personnes seraient mortes²⁹, d'Acapulco au sud à Ciudad Juarez au nord, du fait de la guerre que se livrent les cartels pour le contrôle des trafics, dont 137 agents des forces de l'ordre³⁰. Par ailleurs, certains spécialistes du Pentagone³¹ estiment le nombre d'hommes de main (*sicarios*) susceptibles d'être mobilisés par les différents cartels qui se partagent, pacifiquement ou violemment, le marché de la cocaïne – et d'autres psychotropes comme la marijuana, l'héroïne et les méthamphétamines – à près de cent mille soit une force presque équivalente à celle de l'armée, qui compte, elle, environ 130 000 hommes. Plus de cent mille personnes, donc, dotées de l'armement le plus moderne, capable de défier frontalement les forces de l'ordre voire de les vaincre, par l'intimidation le plus souvent, comme c'est le cas dans certaines municipalités (voir l'encadré *infra* sur Ciudad Juarez) où les autorités policières soucieuses de lutter contre le narco-traffic sont obligées, sous la menace de représailles, de démissionner.

Les forces de l'ordre touchées

Pire même, depuis quelques temps, les phénomènes de désertion dans la police et l'armée se multiplient au point que ce sont des unités entières des forces de l'ordre qui passent du côté du crime organisé, attirées par l'argent et des activités autrement plus lucratives que les petits rackets qui viennent enrichir l'ordinaire de fonctionnaires aux soldes peu attractives. Certains soldats perdus vendent même leurs services aux cartels les plus puissants. Ainsi, dans les années 1990, le cartel du Golfe a recruté des militaires, regroupés aujourd'hui sous l'appellation *Zetas*, qui ont formé des bandes armées à son service, mais travaillant maintenant pour leur propre compte. Les *Zetas* ont récemment étendu leur influence jusqu'au Guatemala et au Salvador, pays dans lesquels les luttes pour le contrôle du transit de cocaïne sont âpres depuis la défaite des cartels colombiens il y a une quinzaine d'années³².

²⁹ Dont 1000 pour le seul mois de janvier 2009. À titre d'exemple, ce chiffre est à mettre en regard avec les 200 morts, dont 29 soldats américains, dénombrés au début de l'année 2009 en Afghanistan.

³⁰ « Mexique, l'armée continuera à combattre les cartels », AFP général, dépêche du dimanche 29 novembre 2009.

³¹ « Mexique : les cartels de la drogue seraient forts de 100 000 soldats », article de Sara A. Carter publié dans l'édition du 3 mars 2009 du *Washington Times*.

³² Sur les *Zetas*, voir l'article du journal guatémaltèque *Prensa Libre*, « Les Cartels mexicains sèment la terreur », publié par *Courrier International* n° 945.

La situation est telle que le gouvernement de Felipe Calderon est obligé de mobiliser l'armée contre les cartels et les bandes criminelles. 45 à 50 000 hommes sont dédiés aujourd'hui à ce qu'il faut bien appeler une guerre, laquelle mobilise le quart du budget de la défense du pays³³.

Le paradigme « Ciudad Juarez »

La ville mexicaine de Ciudad Juarez, 1,3 million d'habitants, située à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis, marquée par le Rio grande, est un véritable laboratoire du chaos instauré par les cartels criminels du Mexique. Depuis le début de l'année 2009, en effet, dans cette ville où transiterait près de 40 % de la drogue destinée au marché américain, 2 200 personnes sont mortes, contre une vingtaine dans la ville américaine de San José située de l'autre côté de la frontière, du fait de la guerre que se mènent deux cartels pour le contrôle de l'exportation de la cocaïne. Ces décès viennent après les 1 653 de l'année, déjà record pour le nombre de morts violentes, 2008, et ce malgré la mobilisation de 8 500 soldats et 1 500 agents fédéraux par l'État mexicain. Selon le journal, *Le Monde*³⁴, « on ne compte plus les têtes coupées retrouvées sur le bord des routes, les charniers découverts, les cadavres anonymes qu'aucune famille n'ose réclamer par peur de représailles. » Ciudad Juarez est aussi le symbole de l'effondrement de l'État mexicain en certaines zones de son territoire puisque que le chef de la police a dû démissionner sous la menace des cartels, lesquels, en cas de refus, prévoyaient d'assassiner un agent des forces de l'ordre toutes les quarante-huit heures. Le tout se déroule sur fond de corruption des autorités et de l'inefficience radicale de la police en matière de résolution des affaires criminelles

Ce développement exponentiel de la violence menace maintenant la sécurité intérieure des États-Unis³⁵. Le Mexique est en troisième position juste derrière l'Iran sur la liste des pays

³³ Voir le reportage intitulé « La guerre contre les cartels » publié par *La Croix* dans son édition du 19 juin 2009.

³⁴ « El Paso-Ciudad Juarez, guerre et paix de part et d'autre du Rio Grande », Nicolas Bourcier, *Le Monde*, édition du 1^{er} décembre 2009.

³⁵ L'administration Obama, lors d'un sommet organisé en août 2009 avec le gouvernement mexicain à Guadalajara, a annoncé conjointement avec le Canada, un plan spécial de soutien de 15 millions de dollars destinés à la formation de la police fédérale mexicaine. Ce plan s'inscrit dans la continuité de l'initiative dite « Mérida », votée en 2008 par le Congrès, sous la présidence de George W. Bush, qui octroyait 1,4 milliard de dollars sur trois ans au Mexique pour lutter contre le narco-trafic.

susceptibles de menacer la sécurité nationale américaine. Il n'en demeure pas moins que les cartels du Mexique sont de mieux en mieux implantés sur les marchés illicites des grandes villes américaines, au point d'être enracinés dans près de 230 villes, d'Anchorage en Alaska à Atlanta en Géorgie, où ils assurent la distribution de la cocaïne soit directement soit en alimentant des grossistes locaux.

L'Afrique de l'Ouest dans l'œil du cyclone

Si le continent américain est le plus touché par les phénomènes criminels relatifs à la production et à la circulation de la cocaïne, d'autres régions du monde sont dans la ligne de mire des trafiquants de drogues. Depuis le milieu des années 1990, et la réorientation des exportations de cocaïne en direction de l'Europe où la consommation de chlorhydrate connaît un développement important³⁶, l'Afrique de l'Ouest est devenue une zone de transit.

Pour les cartels sud-américains, le développement des routes africaines constitue un enjeu vital compte tenu des mesures de sécurité prises par l'Union européenne pour éviter l'accès des terres européennes via l'Atlantique par le Portugal. Ils peuvent aussi, dans certains pays comme le Nigéria, se greffer sur des traditions anciennes de trafic – d'héroïne notamment. L'Ouest africain et le Maghreb sont donc devenus une zone de contournement permettant, après la traversée de la mer Méditerranée, d'atteindre l'Eldorado du Vieux Continent.

Si cette aire géographique n'est pas encore atteinte par la flambée de criminalité et de violence qui affecte d'autres pays de transit comme le Mexique ou le Guatemala, il n'en reste pas moins que des signes de plus en inquiétants se font jour, traduisant un enracinement certain des phénomènes criminels. Là aussi, le crime organisé déploie ses activités dans un contexte favorable où les facteurs géographiques et environnementaux – zones côtières et désertiques dans l'arrière-pays continental – se mêlent aux facteurs historiques et politiques caractérisés dans la quasi-totalité des États africains par la faiblesse d'institutions politiques marquées le plus souvent par la corruption et la pauvreté. Selon les données publiées par l'ONUDD, le volume de cocaïne qui transite dans la région s'élèverait à une cinquantaine de tonnes. Depuis 2005, plus de 46 tonnes de cocaïne destinées au marché européen ont été

³⁶ Aujourd'hui, des pays européens comme l'Espagne et le Royaume-Uni ont des taux de prévalence, dans la population des 15-34 ans, de l'usage récent de cocaïne, supérieurs à ceux des États-Unis. OEDT [2009]

saisies alors que, les années précédentes, le niveau des saisies, pour l'*ensemble* du continent, ne dépassait pas une tonne³⁷.

Guerres intestines pour la cocaïne et zones grises

Symptôme de ce processus, en mars 2009, la Guinée-Bissau a sans doute été le théâtre du premier « narco-règlement de comptes » au plus haut sommet de l'État, qui a vu, le même jour, le président de la République, Joao Bernardo Viera, et son chef d'état-major, Tagmé Na Waié, s'entretuer dans le cadre d'une lutte de clans liés au contrôle de stocks de cocaïne. Si la lumière n'a pas été complètement faite sur ces événements, cet épisode a mis en évidence le fait que la Guinée-Bissau était devenue une tête de pont des narco-trafiquants sud-américains. La cocaïne y arrive par les mers ou par les airs, l'armée guinéenne fermant les yeux en échange de rétribution en espèces ou en nature.

Les trafiquants de cocaïne savent aussi profiter des *zones grises* (voir encadré *infra*) de l'ouest du continent comme celle qui englobe l'est de la Mauritanie, le nord du Mali, le Niger et le sud de l'Algérie. Cette immense espace quasi désertique, recouvert par le Sahel et le Sahara, est devenu une zone de prédilection des contrebandiers d'armes, des trafiquants d'êtres humains voire des combattants islamistes tels que ceux d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI). Ce territoire du chaos, délaissé par des États, de toute façon trop faibles, est propice au transit de drogues venant d'Amérique du Sud. L'actualité la plus récente l'atteste puisqu'en novembre 2009, le nord-est du Mali a été le théâtre d'une opération encore exceptionnelle mais spectaculaire : l'atterrissage clandestin d'un Boeing 727, en provenance du Venezuela, transportant une dizaine de tonnes de cocaïne³⁸. Cargaison mystérieusement évaporée dans la nature.

³⁷ *Le trafic de drogue comme menace à la sécurité en Afrique de l'Ouest*, Office contre la drogue et le crime, Nations Unies, octobre 2008.

³⁸ Voir l'article de Philippe Bernard dans *Le Monde* du 4 décembre 2009 : « Le Mali touché par la "menace globale" d'Al-Qaida ».

Qu'est-ce qu'une zone grise*

Zone de non-droit où la souveraineté de l'Etat ne s'exerce plus réellement et où des puissances criminelles, vivant de la guérilla, du terrorisme et/ou de trafics illicites (souvent les trois ensembles) exercent la réalité du pouvoir.

L'expression trouve son origine dans le vocabulaire aéronautique : elle fait référence aux secteurs non couverts par le balayage des radars.

Il existe en fait de nouvelles *terrae incognitae* sur notre planète où il est impossible de se rendre sans risque, qui vivent en marge de l'autorité politique et de l'économie d'échange, qui se structurent selon leurs propres lois L'action humanitaire y devient difficile, voire impossible. Le haut-Nil et le Sud du Soudan, une partie de l'Afrique des grands lacs, certaines régions des Andes ou du Yémen, le Cachemire, les bastions tamouls au Sri Lanka, l'ouest du Pakistan, l'est montagneux de la Birmanie sont dans ce cas. L'on peut même évoquer des pays entiers : Somalie et Afghanistan. Jean-Christophe Rufin montre que ces zones grises prolifèrent depuis la fin de la guerre froide du fait de la décomposition de l'État-nation à l'occidentale. Paradoxalement, alors que l'on pourrait penser que la mondialisation fait émerger un « village planétaire », elle favorise en réalité la multiplication de zones de non-droit et tend même à les pérenniser.

Les zones grises sont rurales ou urbaines. Dans le premier cas, elles sont souvent en situation de confins et d'enclavement, comme dans les Andes où des guérillas mènent une économie de guerre ou de prédation (les FARC en Colombie). Dans le second cas, elles correspondent à des zones d'habitat précaires et de délinquance, mises en coupe réglée par les bandes armées (*street-gangs*) qui vivent d'une économie informelle souvent criminalisée et partagent un même besoin de souveraineté territoriale. Les nouvelles puissances criminelles y adoptent des comportements de type étatique : prélèvement de l'impôt, création et entretien de forces armées, politiques de communication sophistiquées, négociation d'égal à égal avec les gouvernements.

*Les 100 mots de la Géopolitique, Que sais-je ? coordonné par Pascal Gauchon & Jean-Marc Huissoud, PUF, Paris, 2008

Tous ces faits, au vu de ce qui se passe sur le continent américain, laissent présager le pire pour l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb, que ce soit en termes d'aggravation de la criminalité,

de développement des violences ou d'apparition de guerres civiles sur fond d'émergence ou de consolidations de guérillas *hybrides* (AQMI), voire *dégénérées*.

L'Europe épargnée par la grande violence mais non indemne

Le continent européen, qui demeure la cible privilégiée en tant que destination finale majeure, après les États-Unis, de la cocaïne produite en Amérique latine est encore relativement épargné par les phénomènes de criminalisation violente que connaissent les pays latino-américains et l'Afrique de l'Ouest dans une moindre mesure. Il n'en demeure pas moins qu'au-delà des dégâts sociaux et sanitaires provoqués par la consommation de masse de cocaïne, la nouvelle « narco-économie-monde » a contribué à reconfigurer le paysage intérieur du crime organisé, en permettant notamment à certains acteurs, anciens et nouveaux, de connaître une nouvelle vigueur : mafia comme la 'Ndrangheta en Italie ; groupes politiques armés comme l'ETA en Espagne ; bandes criminelles spécialisées dans l'importation de cannabis comme en France.

S'agissant des mafias, il semble que l'organisation calabraise, dont l'image était largement empreinte d'un archaïsme, au regard de sa consœur sicilienne mondialisée de Cosa Nostra, lié à la relative rusticité de son antique spécialisation criminelle – les enlèvements – et à son caractère fortement ancré dans le sud profond du *mezzogiorno* italien, ait trouvé une nouvelle vigueur dans le trafic international de cocaïne. Elle a ainsi pris la place laissée vacante par Cosa Nostra, affaiblie par la répression. D'après les spécialistes de la 'Ndrangheta, il semblerait qu'elle contrôle aujourd'hui la majeure partie du trafic de cocaïne en direction de l'Europe du fait d'une implantation directe en Colombie³⁹, depuis au moins une vingtaine d'années,⁴⁰ et plus récemment au Mexique où elle négocierait directement la cocaïne auprès des bandes criminelles et des cartels. L'importation de cocaïne en Europe, dynamisée par le développement du marché, lui assure des gains faramineux et représente une bonne part, plus

³⁹ Voir le livre « *La 'Ndrangheta, enquête au cœur de la plus puissante des mafias italiennes* » de Stéphane Quéré, La manufacture des livres, 2009.

⁴⁰ Les informations relatives à l'implantation de la 'Ndrangheta en Colombie proviennent de l'ex-dirigeant des groupes paramilitaires colombiens connus sous le nom d'AUC (Autodéfenses unies de Colombie), Salvatore Mancuso, lui-même originaire de Calabre, lequel était en contact direct avec la mafia italienne. Il semble que l'organisation s'occupait aussi du blanchiment de l'argent des paramilitaires gagné grâce à la production et au trafic de cocaïne. Voir l'article du *Courrier International* (semaine du 9 au 15 avril 2009), « Mafia. La 'Ndrangheta à la conquête de la planète » et le livre de Stéphane Quéré [2009].

de 60 %, de son chiffre d'affaires estimé à une quarantaine de milliards d'euros, soit l'équivalent du PNB de pays comme la Slovénie ou la Croatie. Elle assure également la distribution de cocaïne dans des pays européens comme l'Allemagne, la Belgique et les Pays-Bas, deux pays considérés comme des portes d'entrée importantes de la cocaïne en Europe du Nord, où elle bénéficie d'une implantation ancienne du fait de la présence de communautés calabraises issues de l'immigration des années 1950.

L'Espagne, tête de pont des « Colombiens »

En Espagne, où elle est relativement peu implantée, la mafia calabraise a fait parler d'elle lors d'un échange cocaïne/armes avec les FARC colombiennes au cours duquel l'organisation terroriste basque ETA a servi d'intermédiaire. Il semble d'ailleurs – hormis le cas italien qui constitue une exception du fait de l'enracinement séculaire sur son sol d'organisations mafieuses – que ce soit l'Espagne qui se révèle le maillon faible en matière de violences criminelles liées aux trafics de drogues sur le continent européen. Sa proximité culturelle et économique avec l'Amérique latine et le fait qu'elle soit, via l'Afrique de l'Ouest notamment, la principale porte d'entrée de la cocaïne (et de la résine de cannabis produite au Maroc) en Europe a favorisé, depuis la fin des années 1990, l'implantation des cartels colombiens et mexicains sur son sol et de tout un milieu criminel spécialisé dans la vente en gros de cocaïne (et de résine de cannabis) auprès desquels les bandes d'un certain nombre de pays européens, et notamment de France, viennent s'approvisionner. L'arrestation, en janvier 2009, d'un responsable important de la Camorra, chargé d'importer des quantités massives de cocaïne en direction de Naples, est une illustration de la criminalisation rampante de la société espagnole. Cette situation se traduit depuis quelques années par une augmentation des homicides sur son sol liés aux règlements de compte entre bandes criminelles issues d'Amérique latine et des pays de l'est de l'Europe. Ainsi, Madrid, au début de l'année 2009, a été le théâtre d'un certain nombre d'affrontements qui ont fait plusieurs morts⁴¹. Ces phénomènes confirment en tout cas le constat formulé, il y a quelques années déjà, par le spécialiste de la géopolitique

⁴¹ Un caïd de la drogue colombien a été assassiné, en plein jour, sur son lit d'hôpital par un commando armé ; des Bulgares et des Colombiens se sont affrontés lors d'une fusillade à la sortie d'une discothèque ; un vider de boîte roumain et le responsable d'une discothèque ont été tués par un homme appartenant à une bande de latinos originaires de Miami. Voir l'édition du *Figaro* du 23 janvier 2009, « Les mafias étrangères ensanglantent les nuits madrilènes ».

des drogues, Alain Labrousse, « *le développement des réseaux colombiens en Espagne fait peser une menace sur le reste de l'Europe.* »⁴²

Et la France ?

La France, qui est à la fois un pays de transit de la cocaïne arrivée sur le sol espagnol et un pays de destination du fait d'une demande intérieure en augmentation⁴³, mais dans une moindre mesure que l'Italie, l'Angleterre ou l'Espagne, est relativement épargnée par tous ces phénomènes⁴⁴. Cependant, le risque criminel majeur dans les années à venir réside dans la montée en puissance des bandes de trafiquants implantées dans les cités périphériques des grandes agglomérations françaises. Celles-ci, traditionnellement importatrices de résine de cannabis achetée soit directement au Maroc soit auprès de grossistes installés en Espagne, tendent depuis quelques années maintenant, à adjoindre le chlorhydrate de cocaïne à leur produit de prédilection voire à le substituer purement et simplement. Les raisons de ce phénomène s'expliquent par la rentabilité beaucoup plus importante du trafic de cocaïne par rapport à celui de résine de cannabis. Cette tendance, identifiée depuis déjà quelques années, par les services de police⁴⁵, risque de favoriser la montée en puissance des bandes criminelles dynamisées par des ressources financières en très nette augmentation. Cette manne, à côté des phénomènes classiques de pénétration de l'économie légale par les mécanismes de blanchiment, favorisera et favorise peut-être déjà une montée en gamme violente des bandes criminelles pour le contrôle des territoires du deal. Les événements survenus à la cité du Clos-

⁴² Alain Labrousse, [2006]

⁴³ En 2006, le cap des 10 tonnes de cocaïne saisis est symboliquement dépassé. Cette donnée est à mettre en perspective avec la douzaine de kilos de cocaïne interceptés en 1975, année marquant pourtant la renaissance encore timide d'un cycle de l'usage en France.

⁴⁴ Constat à nuancer puisqu'il existe aussi en France des réseaux colombiens implantés sur son sol. En décembre 2009, la Brigade des stupéfiants, après plusieurs jours de filature de passeurs de cocaïne originaires du Venezuela, a interpellé à Paris deux Colombiens transportant 80 kg de cocaïne.

⁴⁵ Voir Michel Gandilhon, Emmanuelle Hoareau, « Les évolutions du petit trafic d'héroïne et de cocaïne en France », in *Dix ans d'usages de drogues illicites en France*, OFDT, 2010.

Saint-Lazare à Stains en 2007 ou à La Courneuve en 2009 dans la banlieue parisienne semblent confirmer cette hypothèse⁴⁶.

⁴⁶ En avril 2007, à Stains, dans la région parisienne dans le département de la Seine-Saint-Denis, deux hommes en moto abattent dans un parking de la cité du Clos-Saint-Lazare, un homme de 30 ans. Entre mars et mai de la même année, cette cité verra la mort violente de trois personnes suite à des règlements de compte liés au contrôle du marché de l'héroïne et de la cocaïne. Plus récemment, en novembre 2009 à la Courneuve, phénomène sans précédent, un commando a tiré à l'arme lourde, Kalachnikov, sur un fourgon de police où se trouvait un trafiquant de drogues qui venait de faire l'objet d'une interpellation.

Deuxième partie

Le terreau colombien

« Celui qui ne possède pas la puissance de protéger quelqu'un n'a pas non plus le droit d'exiger l'obéissance. » Carl Schmitt⁴⁷

⁴⁷ Cité par Julien Freund dans sa préface à l'édition de *La notion de politique et Théorie du partisan*, Flammarion, coll. Champs classique, Paris, 1992

L'État colombien : une formation tourmentée

Pour qui veut comprendre la prégnance des phénomènes criminels dans la société colombienne ; l'enracinement des bandes armées ; l'obsédante présence de la violence qui en a fait longtemps le pays où le nombre d'homicides battaient des records mondiaux ; un détour par l'histoire est indispensable pour mettre en évidence les conditions matérielles de production du désastre récurrent, de la perpétuation d'un véritable régime d'« *inhumanité* »⁴⁸.

Ce désastre tient en quelques chiffres : de 1948, année du déclenchement⁴⁹ de la période connue sous l'appellation *Violencia* à aujourd'hui, 400 000 personnes sont mortes dans le cadre des différents affrontements politiques et criminels qui déchirent le pays ; quatre millions de Colombiens ont fui, depuis le début des années 1960, période qui voit la création officielle des FARC, les zones de guerre et le système de représailles et contre-représailles instauré par les différentes bandes armées, et se trouvent réfugiés dans leur propre pays ; des régions entières échappent encore aujourd'hui au contrôle du pouvoir politique et sont soumises à la loi des paramilitaires et des guérilléros. Tout cela est le fruit d'une longue histoire sur laquelle il faut revenir pour saisir les termes du drame qui se joue. Termes qui tiennent fondamentalement dans le constat déterminant de la faiblesse historique d'un État n'ayant jamais su vraiment s'imposer sur le territoire qui lui était imparti.

Quelques rappels historiques

L'État colombien – qui naît, en 1821 sur le territoire dénommé alors Nouvelle-Grenade, des guerres de libération dirigées par Simon Bolivar, menées contre la monarchie espagnole – est l'héritier de l'ancienne Vice-royauté⁵⁰ de Grenade, qui comprenait la Colombie actuelle,

⁴⁸ Selon le terme choisi par la chercheuse colombienne, Maria Victoria Uribe, dans son essai, paru aux éditions Plon en 2004, sur le phénomène de la terreur en Colombie : *Anthropologie de l'Inhumanité*.

⁴⁹ Il est frappant de constater à quel point il est difficile pour les historiens de dater précisément la fin de la période dite de la Violence. Pour certains, elle dure dix ans et se clôt en 1957 ; pour d'autres, elle se perpétue pendant quinze ans, jusqu'en 1964, année de l'offensive de l'armée contre les « républiques indépendantes » du Parti communiste, voire vingt ans. L'embarras réside dans le fait que les phénomènes de violences politiques et criminelles en Colombie constituent une réalité permanente depuis au moins soixante ans.

⁵⁰ Les terres conquises par les conquistadors en Amérique latine étaient divisées en Vice-royaumes administrés par un Vice-roi au nom du roi d'Espagne. Elles étaient donc propriétés de la monarchie espagnole. À la fin du

l'Équateur et Panama, et de la capitainerie du Venezuela. Il constitue l'aboutissement d'un processus qui voit l'émergence des Etats-nations sur les décombres du monde traditionnel monarchique. Ce sont les campagnes napoléoniennes, et notamment l'occupation de l'Espagne en 1807, qui vont sonner le glas de l'empire espagnol sud-américain en affaiblissant les structures de domination qui opprimaient les créoles, descendants des colons espagnols nés sur le sol de l'Amérique. Ceux-ci, influencés en partie par la révolution américaine et les idées républicaines, décident alors de se libérer des vieilles structures oppressives, notamment du fait du régime tributaire maintenu au profit de la métropole espagnole, qui interdisait tout véritable développement économique autochtone, et profitent de l'affaiblissement de la monarchie ibérique consécutif à l'occupation napoléonienne. Après une dizaine d'années de guerre de libération menées sur tout le sous-continent, la geste bolivarienne aboutit à l'éclatement des Vice-royaumes et à l'émergence des États modernes.

Dès cette époque, que ce soit au moment des guerres de libération ou après l'instauration de la République, ou plutôt des Républiques, puisque la Colombie est organisée sous le régime de la confédération, les divisions et les affrontements qui vont faire le malheur de l'histoire colombienne sont présents. Les créoles sont en effet profondément divisés. S'il existe bien sûr des partisans de l'Espagne, les royalistes restés fidèles à la couronne, qui refusent d'entendre parler de régime républicain⁵¹, les affrontements les plus violents auront lieu au sein du camp dit républicain. La guerre de libération contre les soldats espagnols sera en effet le théâtre de dissensions internes au camp républicain, qui verra s'affronter, en une sorte de répétition de la Révolution française, les Jacobins et les Girondins du cru : « Jacobins », partisans d'un État centralisé et d'une séparation radicale de l'ordre étatique et de la religion, nourrissant une hostilité marquée pour l'Église catholique, longtemps garante de l'ordre monarchique espagnol par le biais notamment d'une Inquisition abolie en 1821, et propriétaire d'immenses domaines ; et « Girondins », partisans d'une Colombie confédérée. Ce conflit entre deux

XV^e siècle, l'Église catholique, soucieuse d'éviter une guerre entre les deux grandes puissances temporelles de l'époque, l'Espagne et le Portugal, avait organisé un partage du sous-continent, qui fut formalisé par le traité de Tordesillas (1494).

⁵¹ La Colombie connaît ses premières guérillas dès les premières années qui suivent la proclamation de la République avec des soulèvements armés organisés par les royalistes. Elles ne furent définitivement écrasées qu'en 1824 avec l'expulsion des royalistes du pays et la confiscation de leurs biens.

visions de l'organisation du pays structurera pendant très longtemps la vie politique colombienne, probablement jusque dans les années 60 du XX^e siècle.

Le « vide » colombien

La Colombie qui naît des guerres de libération dites « bolivariennes » est un pays immense et largement sous-peuplé avec deux millions et demi d'habitants. En 1870, soit cinquante ans après l'indépendance, on estime que les trois-quarts du territoire ne sont pas habités. La densité de la population est extrêmement faible et celle-ci est concentrée essentiellement en certains point du pays : au nord, dans les villes de la côte caribéenne (Carthagène, Baranquilla, Santa Marta) ; au centre (Bogota) sur les trois chaînes de la cordillère des Andes, qui coupent le pays du sud au nord ; et au sud sur la côte pacifique. La partie orientale du pays, en ces départements amazoniens (les actuels Amazonas et Vaupès), est une région d'immenses forêts tropicales, lesquelles couvrent encore la moitié de la Colombie actuelle. C'est un pays où les idées « girondines » d'autonomie voire d'indépendance des régions trouvent une base matérielle, un terreau puissant dans une géographie tourmentée qui favorise l'enclavement et l'isolement et engendre donc un localisme important. Les communistes eux aussi seront marqués en quelque sorte par ce déterminisme géographique avec la création de « républiques indépendantes » très enracinées dans un terroir local.

L'enclavement est tel que pour certaines régions, il est plus rentable, compte tenu de l'état des transports, d'entretenir des relations commerciales avec l'Angleterre qu'avec d'autres régions colombiennes : « *En 1890, la durée du trajet entre Honda et Bogota peut dépasser celle du trajet entre Honda et Londres ; le trajet d'une marchandise entre Medellin et Bogota revient plus cher que le transport entre Medellin et Londres* »⁵².

Tous ces phénomènes bien évidemment ne favorisent pas la création d'un État centralisé et surtout la naissance d'une conscience nationale assurée. C'est sans doute une explication possible de la violence politique en Colombie et des tentations récurrentes d'instaurer un régime présidentiel fort⁵³. L'État s'est d'abord implanté dans certaines régions en laissant à

⁵² Daniel Pécaut [1987].

⁵³ Tentation présente dès l'origine, et incarnée par Simon Bolivar (1783-1830), puisque la première constitution du pays en 1821 prévoit une présidence à vie. À cette époque, ce tropisme est contrebalancé par les aspirations fédéralistes d'une partie de la classe politique représentée par le vice-président de la République, Francisco Santander (1792-1840). Ce débat au sein des classes dirigeantes, reflétant deux visions opposées de l'avenir

l'abandon des pans entiers du territoire national : « *L'appareil étatique et institutionnel s'est construit [...] de manière inégale, ils s'est consolidé dans la région andine centrale et dans une partie de la côte et des plaines des Caraïbes, en laissant de côté – et à la dérive – une série de territoires périphériques qui sont restés à la disposition de l'action contestataire des populations préalablement exclues*⁵⁴. »

Le discours violemment nationaliste que l'on retrouve tout au long de cette histoire, et dans le reste de l'Amérique latine d'ailleurs, est plutôt l'expression d'une angoisse inconsciente, ou trop consciente d'elle-même, devant les tendances centrifuges toujours à l'œuvre ; l'espace commun péniblement construit menace régulièrement de se désagréger pour en revenir à l'ordre de l'état naturel « hobbesien » pré-étatique, caractérisé par « la guerre de tous contre tous ». Vers 1850, les élites bourgeoises du Parti libéral de l'Antioquia (Medellin), le département le plus riche du pays, caressaient encore l'hypothèse d'une possible sécession afin d'intégrer les États-Unis d'Amérique. En Colombie, le sentiment d'appartenance passe plus par la région, le clan ou un parti que par une nation qui demeure lointaine et quasiment abstraite.

Une vie politique à la fois stable et spasmodique

L'histoire de la vie politique colombienne si elle étonne par sa violence, frappe aussi, paradoxalement, par son caractère extrêmement stable. Depuis 150 ans, le débat politique est structuré par un affrontement entre le Parti libéral et le Parti conservateur qui s'inscrit dans un cadre démocratique, certes toujours au bord de la désagrégation, mais qui s'est révélé, au fil des ans, étonnamment solide. Les deux organisations, qui se partagent la conduite de l'État, telles les Abel et Caïn de l'Ancien testament, sont de véritables frères ennemis. Jumeaux qui plus est puisqu'ils sont nés exactement à la même période – en 1848 pour le Parti libéral et 1849 pour le Parti conservateur –, et se caractérisent par des modes d'appartenance quasi tribaux transcendant même les oppositions de classe : « *Aujourd'hui encore dans certaines*

colombien, sera gagné, au moins jusqu'à la fin du XIX^e siècle par les libéraux partisans de l'État faible et non interventionniste. La Grande Colombie ne pouvant maîtriser les tendances centrifuges y perdra en 1830 le Venezuela et l'Équateur.

⁵⁴ Mari Victoria Uribe [2004]

régions un paysan libéral se sent lié à un grand propriétaire libéral par des solidarités plus essentielles qu'à un paysan conservateur.[...] la solidarité partisane est plus forte que la conscience de classe ; elle n'est pas subie mais revendiquée avec fierté. L'identité partisane est l'un des traits essentiels par lesquels un individu se définit, quelle que soit sa place dans la société, au même titre que, par exemple, l'identité régionale : en se présentant, le Colombien annonce spontanément de quelle région il est originaire et à quel parti il appartient⁵⁵. »

À ces deux partis, on appartient comme à une famille, un clan ou une patrie de substitution, celle justement que la Colombie ne forme pas ou ne peut, en quelque sorte, offrir. L'appartenance est à la fois verticale – elle se transmet de manière quasiment héréditaire, de génération en génération, de père en fils – et horizontale : on est membre d'un parti par famille voire par villages entiers. Cette appartenance quasi identitaire est un des facteurs qui expliquent la violence des affrontements qui menacent toujours de dégénérer en conflits sanglants et parfois même en véritables guerres d'extermination : « [...] les partis politiques colombiens sont des sous-cultures qui conçoivent l'ordre social de deux manières incompatibles et qui se fondent sur une mémoire familiale et locale dont les racines remontent aux guerres civiles du XIX^e siècle. [...] dire qu'en Colombie le domaine politique est constitué à la manière d'une sous-culture revient à admettre que la division serait plutôt irrémédiable et non susceptible d'être médiatisée⁵⁶. »

Parti libéral et Parti conservateur

Le contenu idéologique de l'affrontement est complexe. Certes, il possède une dimension nettement moderne, classique et recouvre des thématiques délimitant une droite, représentée par le Parti conservateur, et une gauche, incarnée par le Parti libéral.

Les conservateurs sont attachés à la tradition catholique et à l'ordre traditionnel encore fortement marqué par l'histoire monarchique ibérique. Il s'agit en effet d'un parti « élitiste »⁵⁷

⁵⁵ Jean-Pierre Minaudier [1997].

⁵⁶ Maria Victoria Uribe [2004]

⁵⁷ En Colombie, la grande période historique, qui court de 1880 à 1930, année qui voit l'élection du candidat du Parti Libéral, Olaya Herrera à la tête de l'Etat, marquée par la domination politique du Parti conservateur est appelée l'âge de la *Régénération*. Âge opposé à l'ère libérale jugée populiste et antichrétienne.

qui refusera longtemps la mise en place d'un suffrage universel (qui n'interviendra en Colombie que tardivement en 1935) et tient à ce que les masses soient tenues en respect en les éloignant autant qu'il est possible du pouvoir. Ces élites ont en effet peur du pays profond, de la Colombie d'en bas. Colombie des petits paysans et des artisans ; des indiens et des descendants d'esclaves africains. Dans les années 1930 et 40, une partie de l'appareil du parti sera influencée par les idées fascistes, notamment par l'influence de l'Espagne franquiste. Les idées racistes sont également présentes : l'adversaire libéral étant souvent caricaturé comme le parti des « nègres », des « sauvages » indiens, de la populace.

Dans un article, publié par le quotidien conservateur *El Siglo* en 1949, après le déclenchement de la guerre civile, Laureano Gomez, un des idéologues les plus en vus de son parti, résume remarquablement la manière dont les conservateurs perçoivent leurs ennemis⁵⁸ du Parti libéral : « [...] Face au Parti conservateur, il y a un autre bloc. En Colombie, on parle encore du Parti libéral pour désigner une masse amorphe, informe et contradictoire. Notre cher basilic marche encore les pieds confus et incertains, les jambes violentes et qui bousculent, l'immense estomac oligarchique, la poitrine furieuse, les bras maçonniques et sa toute petite tête communiste qui, justement, est la tête. »

Les haines politiques

Le « laureanisme », à forte tonalité réactionnaire, rassemblant les thèmes classiques de la pensée traditionnelle contre-révolutionnaire, avec son obsession du complot maçonnique et bolchévique, traduit les angoisses d'une partie des classes dirigeantes, y compris libérales, dans les années 1930 en Colombie face à l'émergence des masses sur la scène politico-sociale avec la création du Parti communiste, le développement important du mouvement syndical et du mouvement ouvrier⁵⁹.

⁵⁸ *Ennemi* et non adversaire. La Colombie constitue, dans sa manière de concevoir les relations politiques, une traduction à l'état pur de l'essence de la politique telle que l'a définie Carl Schmitt.

⁵⁹ L'époque est marquée notamment par la répression violente, au prix d'au moins un millier de morts, de la grève des ouvriers agricoles des bananeraies de la compagnie américaine United Fruit en 1928. La lutte a lieu dans le nord du pays, sur la côte des Caraïbes, dans la région de Santa Marta. Animée par le PSR (Parti socialiste révolutionnaire), coalition hétéroclite de libertaires, de communistes et de libéraux en rupture de ban, créée en 1926 sous l'influence de la révolution d'Octobre, la grève marquera durablement le mouvement ouvrier colombien.

Les libéraux donnent vie, quant à eux, à des idées que l'on peut situer traditionnellement à gauche. Pendant très longtemps, tout au long du XIX^e siècle, une partie de l'appareil libéral exprimera des tendances violemment anticléricales hostiles à l'Église catholique⁶⁰. Mais à l'instar de leurs ennemis conservateurs, les couches politiques libérales nourriront toujours, dans leur grande majorité, une méfiance à l'égard du peuple.

Le Parti libéral trouve en effet une partie de sa base sociale dans les couches de la bourgeoisie terrienne de l'Antioquia. D'ailleurs cet enracinement dans la terre explique l'anticléricisme traditionnel de cette classe, soucieuse d'impulser un développement capitaliste très vorace en terre (tabac, café, bétail, mines). Depuis le XIX^e siècle, elle considère l'Église et ses immenses propriétés, un tiers de la superficie du pays en 1850 dont les meilleures terres agricoles, comme une rivale : « *Les libéraux voulaient diminuer la puissance de l'Église, car elle leur paraissait un obstacle à la nécessaire modernisation du pays. Les propriétés de l'Église étaient des biens de "main morte" inaliénables, or les libéraux voulaient faciliter la circulation des capitaux. La productivité de ces propriétés était très faible. [...] Ces richesses immenses, qui échappaient à tout contrôle, semblaient "dilapidées" ; les libéraux assuraient qu'elles auraient suffi à assurer la modernisation du pays.* »⁶¹

Les paradoxes de la vie politique colombienne

Les années 1930 sont marquées par l'émergence de la figure du populiste Jorge Eliecer Gaitan, avocat qui s'était fait connaître en prenant la défense des victimes de la répression de la grève des bananeraies de la compagnie nord-américaine United Fruit. Sa conception du monde est le fruit d'un syncrétisme où l'on trouve des rudiments de marxisme, de populisme et là aussi, à l'instar de son ennemi Laureano Gomez, de fascisme influencé non par Franco mais par Mussolini.

Ce développement du populisme n'est pas une spécialité colombienne mais se retrouve dans des formations étatiques plus évoluées d'Amérique latine comme celle de l'Argentine avec le péronisme. L'État faible de l'aire latino-américaine est hanté en effet par le spectre de

⁶⁰ Hostilité concrétisée, dès le milieu du XIX^e siècle, par des mesures politiques marquées notamment par la suppression des dîmes prélevées par l'Église sur les produits d'exportation ; la diminution des jours fériés ; l'expulsion des Jésuites ; la création d'un enseignement libéré du patronage catholique. En 1855, la séparation complète de la religion et de l'Etat était proclamée, mesures sur lesquelles les conservateurs reviendront.

⁶¹ Jean-Pierre Minaudier [1997]

l'homme fort, du dictateur capable de rassembler la nation, de dompter les tendances centrifuges, de rétablir l'unité perpétuellement perdue et parfois retrouvée, d'abolir la séparation, mais de manière séparée⁶². Ici l'homme fort vient transcender les faiblesses de l'ordre étatique. En Colombie, la bureaucratie d'État, victime de l'idéologie du moins-disant étatique qui a eu court très longtemps au sein des élites libérales colombiennes, est faible et l'armée a longtemps eu des effectifs incroyablement sous-dimensionnés, quelques milliers de soldats, au regard de la superficie d'un pays deux fois plus grand que la France.

Entre haine inexpiable...

Si les thématiques classiques séparant la gauche et la droite se retrouvent donc, les surprises peuvent être nombreuses dans les partis-pris idéologiques des protagonistes de la scène politique. Il en va ainsi des rapports avec l'incontournable voisin *yankee* auquel le Parti conservateur a longtemps été hostile du fait d'un catholicisme allergique au protestantisme des classes dirigeantes américaines.

Ainsi le Parti libéral, avant de voir certains secteurs influencés par les thématiques anti-impérialistes qui émergent dans le sous-continent à partir des années 1930 dans le sillage de la révolution russe, et 1960 à la suite de la révolution cubaine, est plutôt pro-américain. Il l'est aussi surtout parce que les États-Unis représentent le principal marché de la bourgeoisie exportatrice, qui constitue la base sociale principale du parti. Cette particularité sociologique, hégémonie « exportatrice », explique également pendant toute une époque le faible écho rencontré par les revendications populaires, notamment dans les années 1920, relatives à l'augmentation des salaires et la mise en place d'un système d'assurances sociales pour les ouvriers agricoles, journaliers le plus souvent, travaillant sur les plantations de café. Plus tard, après l'émergence des mouvements de lutte armée et des guérillas, les attitudes adoptées lors des négociations et les concessions avec ces mouvements ne seront pas déterminées par les attaches partisans.

Ainsi, certains présidents conservateurs pourront faire preuve d'une mansuétude et d'un sens du compromis important, comme ce fut le cas en 1997 avec les négociations menées sous l'impulsion Andrés Pastrana avec les FARC, tandis que des président issus de l'establishment

⁶² *La Société du Spectacle*, Guy Debord, Paris, Editions Champ libre, 1967.

libéral, comme Alvaro Uribe, feront campagne sur le thème de l'intransigeance et du refus de la négociation.

Et réconciliations récurrentes

Cela dit les conservateurs et les libéraux, au-delà des affrontements terribles qui les opposent, sauront toujours ne pas dépasser certaines limites et s'unir, au moment opportun, pour sauver l'État et ne pas laisser la désagrégation gagner. Si l'histoire de la Colombie est l'histoire des guerres civiles – à la fin du XIX^e siècle, l'affrontement entre les libéraux et les conservateurs, dit des Mille-Jours⁶³, le plus sanglant de l'histoire du pays après la *Violencia*, fait près de 100 000 morts –, il est aussi celui des réconciliations récurrentes. La plus spectaculaire est celle de 1957, qui clôt officiellement le cycle de la Violence et l'intermède militaire du Général Rojas Pinella. Le Parti libéral et le Parti conservateur fixent alors les modalités d'une alternance « apaisée » et d'un partage des postes et des prébendes de l'État, système qui fonctionnera jusqu'au milieu des années 1970.

Un développement du capitalisme déséquilibré et tronqué

La façon dont le capitalisme s'est développé en Colombie aux côtés des facteurs politiques et sociaux va déterminer, en dernière instance, la formation étatique si particulière de ce pays. Économie faible rime souvent en effet avec État faible, le surplus insuffisant dégagé par le fonctionnement de l'économie ne permettant pas d'entretenir une bureaucratie étatique puissante, de construire une démocratie sociale intégrant les masses et de financer une politique volontariste d'industrialisation. Le cycle vertueux, à l'exception peut-être d'aujourd'hui comme on le verra plus loin, ne s'est jamais vraiment enclenché en Colombie. Tout au long du XIX^e siècle, entée des problèmes liés à une géographie tourmentée – systèmes de transport et de communication défaillants –, à des archaïsmes hérités de la colonisation espagnole – propriété ecclésiastique écrasante, rapports quasi féodaux⁶⁴ dans le

⁶³ La guerre civile dure trois ans. Partie du département du Santander, à la suite d'un soulèvement armé des libéraux, mécontents de la politique à la fois centralisatrice sur le plan intérieur et protectionniste vis-à-vis de l'extérieur, et des réformes fiscales, impulsés par les conservateurs, visant à taxer les exportations de café, elle provoquera un affaiblissement dramatique du pays et aboutira à la perte du Panama en 1903. Minaudier [1997]

⁶⁴ À l'instar de l'islam qui distingue le *dâr al-harb* et le *dâr al-islam*, c'est-à-dire respectivement la « demeure de la guerre » et la « demeure de l'islam », l'Église catholique tout au long du XVI^e siècle distingue les *Indios de*

cadre du régime de l'*encomendia* – ; à l'instabilité politique – centraliste versus fédéraliste, l'économie colombienne ne se développe qu'à pas de tortue.

Une économie d'enclaves

Les rythmes d'accumulation sont en effet extrêmement lents. Le régionalisme susmentionné ne permet pas vraiment de constituer un marché intérieur unifié dynamique ; des zones entières du pays sont dominées par des rapports de production féodaux côtoyant une économie d'autosubsistance naturelle où la monnaie est absente. D'ailleurs la Colombie ne connaîtra une unification monétaire que tardive. Jusqu'au début du XX^e siècle, certaines régions jouiront même de leur propre système monétaire, témoignage de la faible unification marchande et politique du pays. Cette situation misérable, d'autant plus inacceptable que la Colombie dispose, en dépit des handicaps liés à sa géographie physique, de richesses naturelles et minières considérables, va provoquer un sursaut volontariste d'une partie des élites, libérales comme conservatrices, décidées d'une part à créer un régime plus centralisé sur le plan politique et à insérer plus profondément la Colombie d'autre part sur le marché mondial en privilégiant le développement des exportations de biens primaires. Le volet politique de ce plan de développement prend la forme d'une nouvelle constitution adoptée en 1886, à l'aube de la période historique dite de la « Régénération », laquelle confirmera sa solidité en restant en vigueur jusqu'en 1991.

En finir avec le particularisme « énervant »

Cette constitution entend marquer la fin de la période fédéraliste des « États-Unis de Colombie », appellation officielle du pays jusqu'à cette date, pour laisser place à une République unitaire. Le président de la République conservateur, Rafaël Nunez, dans un discours prononcé devant les constituants rassemblés, résume remarquablement l'esprit qui préside aux réformes institutionnelles d'alors : « *Le particularisme énervant doit être remplacé par la vigoureuse généralité. [...] Les Républiques doivent être autoritaires sous peine de tomber dans un désordre perpétuel et de s'annihiler au lieu de progresser. [...] Les*

guerra et les *Indios de paz*. Les premiers qui refusent les bienfaits du catholicisme sont voués à l'extermination ; les seconds à une sorte de protection dans le cadre d'un régime foncier qui leur permet de vivre sur leurs terres ancestrales moyennant rétribution en travail (corvée) pour le compte de l'Eglise catholique. Celle-ci fera toujours preuve d'une certaine ambiguïté vis-à-vis des indigènes entre violence missionnaire et protection paternaliste.

*codes qui fondent et définissent le Droit doivent être nationaux ; de même l'administration chargée de les appliquer. »*⁶⁵

L'essor du café

La dimension économique de la « régénération » de la Colombie repose sur la volonté de développer les cultures d'exportation. Si le premier boom du tabac, dans les années 1860, avait été éphémère et n'avait pas eu les vertus « industrialisantes » escomptées, c'est avec l'essor du café, à partir de la fin du XIX^e siècle, principalement dans l'Antioquia, le Caldas, le Valle del Cauca et le Cundinamarca, départements situés dans le centre-est du pays, que l'on peut parler d'essor économique endogène significatif. Cet essor est certes fragile dans la mesure où il dépend du dynamisme du marché mondial et des marchés intérieurs des pays importateurs. Ce secteur économique contribue par ailleurs faiblement au développement de la société dans son entier. Si les devises engrangées sur le marché mondial grâce à l'exportation de café permettent d'entamer un processus national d'industrialisation du pays, avec le développement notamment du secteur du textile, il n'en demeure pas moins que dans les années 1930 et 40, la Colombie demeure un pays arriéré, l'un des plus pauvres d'Amérique latine, à dominante largement agraire : 70 % des habitants vivent dans les régions rurales.

La création d'un prolétariat agricole dont les salaires doivent demeurer bas, pour respecter les impératifs liés à la compétitivité exigés par l'insertion sur le marché mondial, ne développe que faiblement le marché intérieur même si une classe moyenne de petits propriétaires, coexistant plus ou moins pacifiquement⁶⁶ avec les grands propriétaires, se constituera au fil des ans, notamment dans la région de Medellin. En outre, l'essor des exportations de café va bouleverser le fragile équilibre social des campagnes en provoquant une lutte acharnée pour la terre. Entre 1920 et 1930, les superficies consacrées au café doublent.

⁶⁵ Jean-Pierre Minaudier [1997]

⁶⁶ Comme les États-Unis tout au long du XVIII^e et du XIX^e siècle, la Colombie est restée longtemps, et reste encore, un pays de frontières marqué par la colonisation de terres à conquérir sur la nature et à conserver face à l'avidité d'autres groupes. Lors du boom du café, les petits colons, qui souhaitaient développer cette culture sur leurs *fincas* (parcelles), voyaient leur travail harassant de défrichage, anéanti par les grands propriétaires qui excipaient de leur absence de titres de propriété pour les exproprier violemment avec la complicité de l'État.

La lutte pour la terre

Les haciendas et les grandes propriétés pour répondre à la demande croissante de café tendent à s'agrandir au détriment des petits paysans et des colons agraires. Les expropriations armées menées par les latifundiaires ne sont pas rares et déclenchent des cycles de violence et de contre-violences. Dès les années 1930, période dénommée significativement « Petite Violence », on retrouve déjà, dans certaines régions, tous les éléments qui vont déterminer les tragédies futures : bandes armées au service des grands propriétaires fonciers ; milices d'auto-défense paysanne soutenues par le Parti communiste et des fractions du Parti libéral ; banditisme agraire profitant du chaos pour vivre d'une économie de prédation.

En outre, la frustration nourrie par une partie des libéraux du fait du demi-siècle d'exclusion du pouvoir central se manifeste brutalement en 1930 à la faveur de l'élection d'un président issu du Parti libéral. Dans des régions comme le Boyaca et le Santander notamment, des explosions de violence éclatent contre les conservateurs locaux. Les villages qu'ils contrôlent sont incendiés et les élites du parti, craignant une « guerre d'extermination », fuient ces régions. Le gouvernement, après trois ans de troubles, fera intervenir l'armée et un calme provisoire reviendra. Cependant, la montée aux extrêmes, qui débouchera sur la guerre civile de 1949-1957, est d'ores et déjà engagée.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la reprise économique mondiale tire à nouveau les exportations de café et de viande, ranimant la lutte pour la terre et relançant les vieux conflits agraires. Dans ce contexte hautement explosif, l'assassinat du leader libéral, candidat et favori de l'élection présidentielle à venir, Jorge Eliecer Gaitan, va faire office de l'étincelle qui met le feu à la plaine.

La « Violencia » et la naissance des guérillas

La mort de Gaitan, survenue à Bogota le 16 avril 1948, va donner lieu à un soulèvement populaire qui restera dans un premier temps cantonné aux grandes villes de Colombie. À Bogota, c'est un véritable déferlement de rage qui déferle sur la capitale.

Le Bogotazo

Tout un petit peuple dont Gaitan était le héros, l'idole politique qui incarnait l'espoir d'une transformation sociale, descend dans la rue et s'attaque aux bâtiments officiels et aux forces

de l'ordre. Le soulèvement, connu sous le nom de *Bogotazo*, ne semble pas organisé et donne lieu à des destructions terribles par incendie, des pillages et des meurtres.

Après quatre jours de combat, le centre historique de Bogota, lieu de concentration des institutions colombiennes, est quasiment détruit. Certaines fractions de l'armée et de la police passent du côté des révoltés. L'événement, à l'époque, dans le contexte marqué par la Guerre froide, est l'objet d'un retentissement mondial. Le même jour, en effet, se réunissait dans la capitale colombienne la IX^e conférence panaméricaine, prélude à la fondation de l'Organisation des États américains (OEA), placée sous le haut patronage du général nord-américain George Marshall, alors secrétaire d'État du président Truman. La présence à Bogota de cette figure haïe du stalinisme colombien et mondial, à cause du plan éponyme destiné à relever l'Europe occidentale pour la soustraire à la menace russe, contribuera à la radicalisation des événements.

Malgré l'appel du Parti communiste, des gaitanistes libéraux et de l'appareil dirigeant de la plus grande centrale syndicale du pays, la CTC (Confédération des travailleurs de Colombie), persuadés que l'assassinat de Gaitan est le fruit d'un complot⁶⁷ de l'oligarchie, à généraliser une grève de type insurrectionnelle sur le reste du territoire colombien, le gouvernement conservateur, dirigé par le président Mariano Ospino Pérez, soutenue par la fraction du parti libéral hostiles à Gaitan, reprend la situation en main.

Les campagnes s'enflamment

L'ordre est rétabli à Bogota et les deux partis tentent de trouver un *modus vivendi* en créant un gouvernement d'union nationale. Les mouvements insurrectionnels quittent alors la scène urbaine pour se développer dans les zones agraires où les conflits sont déjà latents. Les

⁶⁷ La théorie du complot est présente d'ailleurs dans les deux camps en présence et ne cesse depuis soixante ans de nourrir en Colombie des polémiques inépuisables. Pour les « conservateurs », l'assassinat est le fruit d'une provocation communiste, soutenue en sous-main par Moscou, visant à provoquer une insurrection destinée à déstabiliser la Colombie alors qu'elle se rapproche de plus en plus du camp occidental. La présence du jeune Fidel Castro à Bogota pendant les événements contribuera à entretenir beaucoup de fantasmes rétrospectifs (Mackenzie [2005]). Pour les libéraux de gauche et les communistes, l'assassinat de Gaitan a été commandité par l'oligarchie conservatrice, avec le soutien des services secrets américains, effrayée à la perspective de voir un « rouge », hostile aux intérêts des États-Unis, accéder aux plus hautes fonctions (Hernando Calvo Ospina [2008])

libéraux les plus à gauche⁶⁸, soutenus par le Parti communiste, créent, de crainte des représailles conservatrices consécutives aux vengeances qui ont suivi l'assassinat de leur leader, leurs propres guérillas et parviennent à contrôler des régions entières.

La guerre civile va durer officiellement une dizaine d'années et faire, selon les estimations des historiens, de 180 à 300 000 morts. Cette guerre du fait de la dimension identitaire et clanique des appartenances politiques va prendre un caractère atroce. La simple appartenance d'un bourg ou d'un village au parti libéral ou conservateur suffit à justifier l'extermination complète – femmes et enfants compris.

L'adversaire est exclu de l'humanité, et fréquemment, éthos paysan oblige, réduit à un animal que l'on peut tuer sans état d'âme, avant de lui faire subir les pires outrages – arrachage des membres, décapitation, émascation, mise en scène macabre : « *La guerre atteint le comble de la cruauté, mue par un désir de vengeance qui grandissait avec l'action. On découvrit de nouveaux styles dans l'art de tuer : dans le "coupe-cravate", par exemple la langue pendait par le cou. Les viols, les incendies, les pillages se succédaient ; les hommes étaient écartelés ou brûlés vifs, écorchés ou découpés lentement en petits morceaux ; les soldats rasaient les villages et les plantations ; le sang rougissait l'eau des fleuves ; les bandits accordaient le droit de vivre contre des rançons en argent ou en chargements de café et les forces de la répression expulsaient et pourchassaient d'innombrables familles qui fuyaient dans les montagnes à la recherche d'un refuge : les femmes accouchaient dans les bois.* »⁶⁹

Anthropologie de l'inhumain

Le caractère inexpiable de la guerre est aggravé par le système de valeurs qui a cours dans les campagnes. Comme dans toutes les sociétés traditionnelles patriarcales où l'État n'exerce qu'une influence réduite et ne régule pas par la loi les rapports sociaux, les groupes humains produisent eux-mêmes leurs propres normes.

⁶⁸ Le Parti libéral était loin d'être un parti unifié. Tout une frange de l'organisation, appuyée par les fractions liées à l'oligarchie agraire du café, était en fait proche des conservateurs et haïssait Gaitan. L'avocat des pauvres, dans ces milieux, était volontiers qualifié de « Vaurien » ou de « Loup ». (Eduardo Galeano [1981])

⁶⁹ *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Eduardo Galeano [1981]

En Colombie, à l'instar d'autres sociétés comme l'Albanie du nord ou la Turquie anatolienne, la régulation sociale s'exerce au nom de codes de l'honneur fondés notamment sur l'obligation de la vendetta, similaires à la *reprise de sang* des clans albanais.

Toucher au clan familial élargi, c'est toucher à tous : « *Comme dans toutes les sociétés où l'honneur joue le rôle principal, le lien de parenté déterminait pour ces paysans leur propre identité. On exterminait souvent des familles entières puisque tuer l'ennemi signifiait nécessairement tuer son épouse et ses enfants : laisser la vie sauve à l'un des membres de la famille, c'était courir le risque que celui-ci se charge plus tard de venger les siens. Cela arrivait pourtant irrémédiablement, sauf dans certains cas où on donnait sa parole et où les promesses étaient tenues.* »⁷⁰

En outre, les *dettes de sang* se transmettent de père en fils, ce qui contribue à entretenir pendant des générations le cycle de la vengeance : « *Les choses passent des uns aux autres, des taitas [mot quechua utilisé pour désigner les parents, taita au singulier renvoie au chef de famille (NDA)] aux enfants, de père en fils, et ça, ça ne s'arrête pas. On voit qu'un jour on tue quelqu'un et personne ne sait pourquoi. Mais avec l'expérience, on sait qu'Untel avait été en conflit avec Untel, qui a tué un des ses frères il y a vingt ans, et les vengeances en restent là, puis d'un coup réapparaissent. C'est pourquoi je dis que la guerre n'est pas finie, c'est un animal en vie.* »⁷¹

Le faible appareil administratif dans certaines régions où l'État ne parvient pas à maintenir la cohésion se divise, se scinde voire se disloque complètement pour se reconstituer sur le mode criminel sous la forme de bandes antagonistes. Dans certains départements, des pans entiers de l'armée et de la police passe du côté d'un parti ou d'un autre, le plus souvent du côté conservateur⁷², et s'adonnent aux tueries de masse. L'armée qui ne compte que quelques milliers de soldats intervient de temps en temps lors d'expéditions longues, coûteuses et globalement inefficaces du fait de ses moyens dérisoires en hommes (15 000 tout au plus) et

⁷⁰ Maria Victoria Uribe [2004]

⁷¹ Maria Victoria Uribe [2004]. Témoignage d'un paysan colombien.

⁷² C'est le cas notamment des *Chulavitas* dans le nord du département du Boyaca, policiers, souvent d'origine indienne, fidèles au parti conservateur, et dont les exactions contre les villages libéraux sont restés tristement célèbres (Uribe (2004)).

de la nature de l'espace colombien. Elle tente alors, pour pallier sa faible occupation du territoire, de susciter la création de groupes d'auto-défense paysanne contre les guérillas libérales et communistes et de soutenir les contre-guérillas créées notamment par les propriétaires d'hacienda

Par ailleurs, profitant du chaos, émerge un banditisme de masse structuré en bandes qui entre deux prédatons (pillages, vol et enlèvements) louent leurs services aux différents camps en présence et notamment aux plus riches, en général propriétaires de latifundia, soucieux de se protéger de la menace paysanne.

N'était le caractère paroxystique de cette période, le tableau qui se dessine ressemble quasiment trait pour trait au tableau qu'offre la Colombie d'aujourd'hui. C'est de cette période aussi que remonte l'exode rural massif qui aboutira à l'urbanisation mal maîtrisée des années 1960.

La *Violencia*, guerre civile apparemment politique, est aussi une guerre économique. Elle va aggraver les déséquilibres sociaux de certaines régions de la campagne colombienne⁷³ en accroissant les phénomènes de concentration des terres entre les mains de l'oligarchie agraire et en favorisant – par le déracinement des populations paysannes – la création d'un prolétariat demeurée faible jusque là compte tenu des lenteurs du développement du capitalisme colombien⁷⁴.

⁷³ Il serait caricatural de s'imaginer *La Violencia* comme un phénomène embrassant la totalité du territoire colombien. Comme il a été dit plus haut les grandes villes et les villes moyennes, hormis Bogota au tout début du cycle, ont été globalement épargnées par la guerre civile. Des régions entières sont restées aussi à l'écart. La *Violencia* s'est concentrée uniquement dans quelques régions. On estime ainsi que plus d'un quart des morts sont survenus dans la région du Quindio située sur les actuels départements du Caldas, du Quindio et du Valle del Cauca. En outre, la mortalité violente, sur les dix ans qu'a duré cette période, s'est concentrée sur les quatre premières années (1948-1953) avec près de 160 000 décès. (Ortiz Sarmentio [1990]).

⁷⁴ Certains théoriciens marxistes en Colombie considèrent même la période de la *Violencia* comme la version colombienne du mouvement des enclosures en Angleterre décrit par Marx dans le livre 1 du capital (voir Pécaut [1988])

Des « républiques indépendantes » aux FARC

Après un intermède militaire, consécutif au coup d'État du général Rojas Pinilla en 1953, salué par les libéraux hostiles au gaitanisme comme un acte de « salut national », le seul de l'histoire colombienne, le Parti libéral et le Parti conservateur finirent par trouver un compromis, le pacte de Benidorm, en 1956.

Cet accord entre en vigueur en 1958, année de la fin officielle de la Violence, avec la création d'un Front national, approuvée par référendum, et prévoit notamment une amnistie générale des protagonistes du conflit et une candidature commune des deux partis pour les quatre prochaines élections présidentielles. Par ailleurs, les deux partis décident de se partager les postes publics à égalité. Les effets à long terme de cet accord seront extrêmement pervers dans la mesure où il confirmera aux yeux de grandes parties de la société colombienne le « verrouillage » du système et accroîtra les sentiments de défiance de la population à l'égard d'une bureaucratie étatique jugée inefficace, partielle et corrompue.

Des Llanos à la Tolima

Les fractions du Parti libéral qui ont créé des guérillas, notamment dans la région des Llanos au nord-est de la Colombie, à la frontière du Venezuela, et dans les régions dites du café (Antioquia, Quindio, Tolima), et qui comptent environ 20 000 combattants, se sentent abandonnées et trahies. Le Parti communiste colombien, devenu illégal entretemps, qui a souvent accompagné voire impulsé la création de groupes armés d'autodéfense, en profite pour combler l'espace laissé par la défection des libéraux les plus radicaux. Certains paysans issus du parti libéral, tels Pedro Antonio Marin alias Manuel Marulanda Vélez, qui deviendra le chef charismatique des FARC jusqu'à sa mort en 2008, déçus rejoignent alors le Parti communiste. L'objectif est de perpétuer les zones « libérées » de la tutelle de l'État et débarrassées de l'oligarchie agraire, les fameuses « républiques indépendantes », en profitant au mieux des opportunités offertes par l'espace physique colombien. Au début des années 1960, il y aurait onze « républiques ».

La plus ancienne, dite de Viota, est située dans le département du Cundinamarca, au nord de Bogota, et contrôle une enclave peuplée d'environ vingt mille personnes. Dans les régions

qu'ils contrôlent, les communistes colombiens bâtissent une sorte de « Contre-État »⁷⁵, exerçant son propre monopole de la violence, disposant de son système judiciaire – expéditif – et imposant les paysans.

Il s'agit en fait d'un véritable miroir inversé de l'État légal à ceci près que l'abolition de la propriété privée est proclamée.

La plus fameuse des républiques est celle de Marquetalia située sur les hauts plateaux de la cordillère centrale aux confins du département du Tolima du Huila et du Valle del Cauca. Après avoir été épurée violemment de ces éléments libéraux, elle devient un symbole de la lutte révolutionnaire car c'est dans cet endroit désolé que naît le processus qui aboutira en 1964 à la création des FARC. C'est là que naît aussi un des plus grands mythes politiques de la gauche latino-américaine, lequel inspirera plus tard les théories du *foco* (foyer révolutionnaire rural) de l'Argentin Ernesto Guevara.

Le Parti communiste en solitaire

Au début des années 1960, marquées par l'affaiblissement et la démobilisation des mouvements armés, ces groupes d'hommes et de femmes, en voie de marginalisation, régnant sur des endroits déshérités et peu peuplés, profitent, de la volonté d'oubli d'une société décidée à tourner la page de la guerre civile, pour se renforcer. Cependant, leur impact sur la vie de la Colombie est alors relativement faible. Pour ne pas tomber complètement dans l'anonymat, des expéditions militaires sont montées contre les villages environnant les territoires « libérés » au cours desquels, le plus souvent, une colonne de guérilleros pénètre dans le village, assassine les quelques fonctionnaires présents, et rassemble la population pour lire une déclaration incendiaire. Le devoir accompli, les guérilleros rejoignent leurs inaccessibles plateaux.

⁷⁵ Concept créé par Luis Mercier-Vega dans son ouvrage *Technique du Contre-État* [1968]. Ce livre, paru à Paris en pleine période d'exaltation des couches intellectuelles pour les guérillas et autres « armées du peuple » présente le mérite de ne pas succomber à la fascination pour cette forme de lutte. De formation libertaire, Luis Mercier Vega voit dans les structures mises en place dans les zones « libérées » par les formations armées révolutionnaires autant de *contre-États* tout aussi oppresseurs pour les populations qu'elles dominent que les États qu'elles prétendent combattre. En outre, pour l'auteur, la plupart des hommes qui dirigent ces mouvements sont issus des classes moyennes frustrées devant l'absence de débouchés en termes d'ascension sociale offerts par les oligarchies dominantes.

En 1964, après une première tentative infructueuse menée deux ans auparavant, l'État colombien, désireux de restaurer son autorité, envoie plusieurs milliers d'hommes de l'armée, appuyés par l'aviation, encadrés aussi par des militaires américains⁷⁶, pour détruire la « république indépendante » de Marquetalia. Cernée la colonne de Marulanda et Jacobo Arenas, l'autre futur leader historique des FARC, parvient après une semaine de résistance à briser l'encerclement et à fuir. La défaite militaire devient une victoire politique. Cette « épopée » militaire qui voit l'armée des paysans affronter l'État oligarchique constitue le mythe fondateur des FARC.

Naissance des Forces armées révolutionnaires de Colombie

En 1964, le X^e congrès du Parti communiste colombien se réunit et décide la création, qui ne sera formalisée qu'en 1966, d'un bras armé : les FARC. Elles ne comptent alors que quelques centaines de combattants dans un contexte politique caractérisé par la surenchère de groupes inspirés par les révolutions cubaine et, dans une moindre mesure, chinoise.

À cette époque en effet, les communistes colombiens, fidèles à Moscou, refusent de consacrer toutes leurs forces dans la lutte armée et dans la constitution de foyers révolutionnaires dans les campagnes. Pour le PC, qui reste orthodoxe jusqu'au bout des ongles, la lutte armée ne représente qu'une des modalités de la lutte dans le cadre d'une « combinaison » de moyens incluant aussi les ressources de la lutte légale. En outre, en bons « marxistes », les théoriciens du PC reprochent aux petit-bourgeois⁷⁷ castristes et maoïstes de faire fi de la classe ouvrière des centres urbains qui s'est un peu développée dans les années 1930 avec l'industrialisation. La même année, les fractions du PC en rupture de ban avec la ligne « moscoute », influencées par le castrisme et le guévarisme, et bientôt rejointes par de petits secteurs de l'Église (Camillo Torres) créent l'ELN (Ejercito de Liberacion Nacional).

⁷⁶ L'armée colombienne aux effectifs dérisoires connaît à partir de 1953 et la dictature de Rojas Pinilla un processus de renforcement quantitatif avec le doublement du nombre de soldats et qualitatif (armements) avec l'aide des États-Unis soucieux de remercier l'État colombien d'avoir envoyé un bataillon pendant la guerre de Corée.

⁷⁷ Reproches pas totalement infondés d'ailleurs puisque les deux organisations, rivales des FARC, qui reste fondamentalement une organisation *paysanne*, recrutent essentiellement au sein des couches estudiantines radicalisées par la révolution cubaine.

Trois ans plus tard, les maoïstes formeront à leur tour, en 1967, leur guérilla : l'EPL (Ejercito popular de liberacion).

Troisième partie

Les FARC : Ascension, apogée, déclin

« Ce qui me préoccupe, poursuivait-il, c'est qu'à force de tellement haïr les militaires, de tant les combattre, de tant songer à eux, tu as fini par leur ressembler en tout point. Et il n'est pas d'idéal dans la vie qui mérite tant d'abjection. »
Gabriel Garcia Marquez⁷⁸

⁷⁸ *Cent ans de solitude*, Gabriel Garcia Marquez, Paris, Editions du Seuil, 1968.

Les FARC, vingt ans de solitude (1965-1985)

Quand elles émergent de la période de la Violencia, et de l'épisode de la Marquetalia, les perspectives des FARC ne sont guères brillantes. Certes, elles disposent d'un mythe fondateur et d'un programme polarisé essentiellement sur la question de la réforme agraire et la création d'un secteur bancaire étatique destiné au financement de la petite propriété paysanne et des colons⁷⁹. Cependant, comme on l'a dit plus haut, elles sont concurrencées sur leur gauche par un castrisme local porté par le souffle de la révolution cubaine et qui recrute ses troupes dans la petite bourgeoisie urbaine en voie de radicalisation.

Le Parti communiste, quant à lui, sur la défensive, est sorti considérablement affaibli des années de guerre civile. Son interdiction et la répression étatique l'ont laissé exsangue. Les liens avec les fractions les plus à gauche du Parti libéral se sont largement distendus depuis qu'elles ont réintégré la vie politique légale après l'amnistie mise en œuvre après le plébiscite de 1957. Par ailleurs, la paysannerie, base sociale principale du PC et des FARC, est lasse de la guerre et tend à se détourner de la lutte armée. En 1965, l'expédition sanglante de Viota où l'appareil municipal d'un petit bourg du Cundimarca est massacré par une escouade dirigée par Manuel Marulanda achève, provisoirement, de les discréditer un peu plus.

En 1967, les FARC sont au bord de la disparition complète avec l'épisode du Quindio, département de l'ouest du pays où elles souhaitent s'implanter, et pendant lequel une des colonnes les plus importantes de l'organisation est anéantie par l'armée colombienne.

En outre, sur le plan sociologique, la Colombie de cette époque voit émerger, du fait de la scolarisation massive et du développement économique, des couches urbaines sur lesquelles elles n'exercent que peu d'influence du fait de références paysannes qui apparaissent de plus en plus archaïques. Le Parti communiste l'a d'ailleurs compris et tente de recentrer son activité vers le monde universitaire des grandes villes de Medellin, Bogota et Cali et d'accroître son enracinement dans la classe ouvrière.

⁷⁹ Comme l'écrit Daniel Pécaut, spécialiste de la Colombie et des FARC, ce programme est d'ailleurs assez modéré voire même « réformiste ».

L'épicentre des luttes se déplacent des campagnes vers les villes

Cependant, malgré les années relativement fastes que connaît la Colombie sur le plan économique, et malgré le renforcement de l'armée et de l'appareil policier appuyé par le fidèle mentor américain dans le cadre des politiques de contre-insurrection, l'État a toujours autant de mal à se faire respecter. Le verrouillage institutionnel mis en place en 1958 pour éviter les affrontements armés entre conservateurs et libéraux contribuent à frustrer les couches urbaines tentées de plus en plus par l'abstention – phénomène au demeurant chronique en Colombie – et le recours à la violence.

Création du M-19

En 1970, le général Rojas Pinilla, qui avait dû quitter le pouvoir après l'intermède militaire des années de la Violence, revient⁸⁰ sur le devant de la scène politique en 1961 en créant son parti politique l'ANAPO (Alliance nationale populaire) et se présente aux élections présidentielles de 1970 avec le soutien de certains secteurs du Parti libéral. Son programme, où s'exprime un populisme anti-américain et anti-oligarchique, rappelant les années fastes du gaitanisme, rencontre l'esprit du temps. Pour empêcher son arrivée au pouvoir et favoriser l'élection de son candidat, Misael Pastrana, l'establishment libéral-conservateur met en place un système de fraude massive.

Devant cette énième manifestation des limites de l'exercice démocratique, la gauche libérale et certains secteurs de l'Eglise catholique influencés par la théologie de la libération, décident de passer à la lutte armée et créent la guérilla urbaine du M-19 dont l'idéologie est le produit d'un curieux mélange fait de castrisme, de catholicisme social et de libéralisme populiste. Mais en cette fin d'année 1970 mouvementée, portée par le mouvement mondial de contestation de la société capitaliste, émerge dans l'ombre des campagnes du nord et du sud colombien, un autre acteur qui va radicalement bouleverser la donne politique et permettre une redistribution des cartes : le narco-trafic.

⁸⁰ La vie politique colombienne est hantée à épisode régulier par la figure de l'outsider, de l'homme fort, souvent issu du sérail des partis politiques dominant, et qui bouleverse l'échiquier politique. C'était le cas de Jorge Eliecer Gaitan, c'est le cas du Général Pinilla et ce sera le cas à la fin des années 1990 d'Alvaro Uribe.

La coca sauve les FARC

À cette époque, le narco-trafic n'est pas dominé par la production et la distribution de cocaïne mais par la marijuana. Là aussi, la plante rencontre l'esprit contestataire du temps et voit la demande exploser aux Etats-Unis. La marijuana – qui avait été massivement introduite en Colombie pendant les années 1920, par le gouvernement conservateur Pedro Nel Ospina, dans le but de développer le chanvre nécessaire à la constitution d'une industrie textile nationale dans le cadre de la politique dite de substitution d'importation⁸¹ – connaît, pendant les années 1970, un regain important mais dans un cadre criminel cette fois.

Voyant tout le profit susceptible d'être tiré de sa culture, des groupes criminels, préfiguration des cartels qui se développeront grâce au boom de la coca, à partir de la seconde moitié des années 1970, se lancent dans la production et le trafic. Ils peuvent compter sur certains secteurs marginalisés de la paysannerie soucieux d'améliorer leurs conditions de vie. Ils peuvent aussi s'appuyer sur une solide tradition historique de contrebande, laquelle remonte à la domination espagnole⁸². Des marchandises, dont le commerce entre les différents États était interdit, à la drogue (marijuana, cocaïne voire héroïne), en passant par le tabac et le café, une tradition d'import-export informelle s'est cristallisée au fil du temps, qui resurgira lors du « boom » de la marijuana puis de la coca. Cependant, le boom de la marijuana restera circonscrit au nord de la Colombie, à la frontière du Venezuela, dans le département du Guajira et sera facilement résorbé, à la fois du fait du développement de la culture aux États-

⁸¹ Dans la plupart des pays d'Amérique latine, ces politiques ont permis d'amorcer une industrialisation. Confrontés à l'effondrement des importations de biens de consommation, consécutif à la crise mondiale de 1929, les États, de manière volontariste, décident de produire les biens qu'ils ne peuvent plus importer en développant une industrie légère.

⁸² La contrebande a toujours existé en Colombie. Elle a pris son essor au XVI^e siècle en réaction à la mise en place du système qui interdisait tout commerce entre les différents Vice-royaumes qui dominaient l'aire placée sous la tutelle espagnol. Le commerce ne pouvait s'exercer que dans le sens de la métropole afin d'assurer l'enrichissement exclusif du roi et de la monarchie. C'est cette impossibilité d'envisager dans ce cadre un quelconque développement qui explique la révolte des créoles au XIX^e siècle.

Unis, de la fumigation des cultures et surtout du passage de certains groupes criminels au trafic bien plus lucratif de cocaïne⁸³.

L'implication des FARC dans la production de coca

À partir du début des années 1980, le cycle de la cocaïne prend en effet le pas sur celui de la marijuana. La consommation explose littéralement aux Etats-Unis et touche d'importantes catégories de la population : des classes supérieures et moyennes aux populations noires des « ghettos » urbains avec le crack⁸⁴.

La production de cocaïne requérant des quantités importantes de coca, plante quasiment inexistante en Colombie contrairement à ce qui se passait en Bolivie et au Pérou où un usage traditionnel persistait du fait de l'importance des populations indiennes, celle-ci va redémarrer grâce au succès des politiques d'éradication des cultures au Pérou et en Bolivie. La culture se développe alors dans les régions reculées du pays, Meta, Caqueta, où les FARC exercent une influence, notamment via le processus de colonisation des terres. À cette époque, 80 % des cultures, encore embryonnaires – 10 000 ha environ – de cocaïer étaient localisées dans les zones contrôlées par la guérilla. Les FARC vont très vite comprendre l'intérêt pour elles de laisser, dans un premier temps, se développer le phénomène puis dans, un second temps, de le favoriser.

De la coca à la pâte-base

Dans un premier temps, en effet, les FARC, qui ne comptent que quelques centaines de combattants, paysans-soldats pour la plupart, sont plutôt hostiles à l'essor de la coca. La guérilla, du fait de sa *Weltanschauung* profondément marquée par un marxisme d'obédience stalinienne, est étrangère à l'univers de la drogue, phénomène porteur pour elle de germes de désagrégation et vecteur de valeurs petites-bourgeoises. Jusqu'à une période récente, la consommation de drogues, et notamment du *basuko* – mélange fumé de tabac et de pâte-base – que ce soit chez les militants ou au sein des populations des zones « libérées » qu'elles dominent, est fermement prohibée : la transgression de l'interdit étant passible de la peine de

⁸³ Alain Delpirou, Eduardo Mackenzie [2000].

⁸⁴ À la fin des années 1980, 6 à 7 % de la population des Etats-Unis consommaient de la cocaïne et du crack. Pierre Kopp [2006]

mort⁸⁵. En outre, dans les régions d'implantation de la guérilla, l'apparition et le développement des superficies dédiées à la coca favorisent l'émergence et l'enracinement de groupes organisés qui la concurrencent et qui sont susceptibles de lui nuire en contestant le monopole de la violence qu'elle exerce sur les paysans.

L'économie de la drogue a besoin en effet de tout un appareil afin d'organiser un procès de production qui va de la collecte des feuilles, pour produire la pâte-base, aux laboratoires qui transforment celle-ci en chlorhydrate. Quoi qu'il en soit, les principes des FARC, fortement marqués aussi par l'éthos ruraliste, lié à ses origines et à sa base sociale, qui valorise l'autosubsistance du paysan par les cultures vivrières, sont durement mis à l'épreuve par l'essor de la coca et de la cocaïne. Dans le nord du pays, dans les régions du Santander et du Bolivar, où elle est fortement implantée, la guérilla guévariste de l'ELN refusera par exemple, de rentrer pendant de longues années dans l'engrenage de la production et du narco-trafic⁸⁶. Elle punira même de mort les cultivateurs qui transgresseront l'ordre de ne pas semer la plante. Il est vrai que cette organisation privilégiait les enlèvements de riches propriétaires terriens et la levée de l'impôt « révolutionnaire » prélevé sur les compagnies pétrolières américaines très implantées dans le nord de la Colombie.

La dure réalité, et notamment la nécessité de trouver les ressources monétaires indispensables à son développement, balaie les réticences originelles. La tentation est trop grande et l'opportunité trop belle. Conscient de l'ouverture d'un moment historique à ne pas manquer, ce que les Grecs anciens appelaient le *kairos*, le secrétariat des FARC, la structure de commandement suprême de l'organisation, décide de s'engager de manière organisée dans un phénomène dont les chefs sont conscients qu'il leur permettra, par le biais des moyens financiers qu'il prodigue, de sortir de la marginalité dans lequel le mouvement végète depuis

⁸⁵ L'ordre moral que font régner les FARC dans leurs bastions est impitoyable. Il ne fait pas bon être un *Volteados*, terme péjoratif désignant les homosexuels, non seulement dans ses rangs mais dans les zones qu'elles contrôlent. Daniel Pécaut [2008] évoque même des cas de peine de mort appliquées à des séropositifs.

⁸⁶ L'ELN du fait de son implantation dans les régions du nord riches en pétrole dispose par le racket des entreprises de ressources abondantes. Il est vrai aussi qu'aujourd'hui il semble que les « généreux » principes hostiles au narco-trafic aient évolué au fil du temps et que la guérilla contrôle des laboratoires de production de chlorhydrate.

1964. Quoi qu'il en soit, le pari « criminel » se révèle payant sur le plan politique puisque, entre 1975 et 1982, les FARC voient le nombre des « fronts » passer de 5 à 24⁸⁷.

De la guérilla à l'« armée populaire »

Le changement d'époque s'exprime sur le plan politique, en 1982, lors de la septième conférence clandestine de la guérilla, qui modifie la perspective stratégique. L'heure est à l'offensive dans un contexte continental marqué, qui plus est par la victoire des sandinistes au Nicaragua en 1979. Symboliquement, la direction des FARC décide d'adjoindre à son appellation traditionnelle le syntagme *Ejercito Popular*, qui signifie en français « armée populaire ». Le mouvement se dénommera désormais FARC-EP. La conférence décide par ailleurs de doubler le nombre de « fronts » pour les porter à 48, en s'implantant dans les régions du pays où l'influence de la guérilla est faible ou nulle. Ce tournant stratégique, nécessitant des fonds importants, elles vont s'impliquer progressivement profondément à tous les stades de la production de la cocaïne.

Le rôle des FARC dans l'économie de la cocaïne

Les premières années, dans les régions de développement de la culture de coca, les FARC vont proposer, moyennant finance, leur protection aux cultivateurs et aux trafiquants. Elles offrent ainsi leur savoir-faire militaire et leurs compétences en la matière en exerçant une surveillance armée des superficies de coca et en les protégeant des incursions de l'armée colombienne. La rétribution consiste alors en une taxe, le *gramaje*, qui s'élève à 10 % de la valeur des feuilles de coca vendus par les paysans aux collecteurs, qui alimentent les unités de production de pâte-base. Celles-ci au moment de la vente de la matière première aux laboratoires font elle aussi l'objet d'une taxe. Vis-à-vis des trafiquants installés sur ses terres, les FARC proposent aussi une protection. Protection des laboratoires et des pistes d'atterrissage qui permettent au produit fini de sortir du pays pour alimenter le marché nord-américain. Au fil des ans, prenant conscience du caractère extrêmement lucratif de la production de cocaïne, les FARC vont tendre à supprimer les intermédiaires. L'« armée populaire » va ainsi peu à peu éliminer, par la « persuasion », mais aussi par la liquidation

⁸⁷ Voir l'architecture des FARC dans les annexes p. 87. Un front compte environ entre 50 et 500 hommes. Cinq fronts au moins forment un Bloc. Ceux-ci sont sept et couvrent la totalité du territoire. Chaque Bloc est dirigé par un commandant, qui siège à l'état-major central fort de 30 commandants. Au dessus, on trouve le Secrétariat, qui est l'instance suprême des FARC.

physique pure et simple, les collecteurs de pâte-base –les *chichipatos* – qui travaillent pour le compte des trafiquants et prendre en charge directement l'alimentation des unités de production de poudre blanche.

En outre, une sorte de taxe sur la valeur ajoutée du produit fini est introduite, qui faute d'acquittement par les trafiquants, expose ceux-ci à des représailles : la cocaïne ne peut alors sortir des régions enclavées de la Colombie pour rejoindre les côtes du Pacifique et des Caraïbes d'où partent les routes qui alimentent les Etats-Unis via la mer des Caraïbes et le corridor centre-américain.

Les FARC et les cartels

Les sanctions de la guérilla peuvent même prendre la forme de l'expropriation pure et simple des domaines appartenant aux cartels, comme cela a été le cas en 1983 dans le département du Meta où le parrain José Gonzalo Rodriguez Gacha était implanté. Ces conflits avec les gros trafiquants entretiendront une animosité qui prendra la forme d'un soutien des cartels aux paramilitaires lorsqu'ils partiront, au début des années 1990, à la conquête des territoires contrôlés par les FARC⁸⁸.

Le développement de l'économie de la cocaïne dans années 1980 produit des effets extrêmement pernicieux en termes sociaux pour la Colombie – pays, fragile, marqué encore par les stigmates de la guerre civile des années 1950, où prolifèrent à nouveau les bandes armées, criminelles et politiques. À certains égards la situation est même plus grave que pendant la Violence car les villes, qui avaient été plus ou moins épargnées par les meurtres et les destructions, sont ces années-là profondément affectées par des phénomènes violents dans lesquels s'entremêlent de manière inextricable crime, délinquance et politique⁸⁹. Le spectre de la guerre civile, qui avait pratiquement disparu du pays au début des années 1960 avec la marginalisation des guérillas hante à nouveau le pays.

⁸⁸ « Colombie : le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002) », Alain Labrousse, *Hérodote* n° 112, 1^{er} trimestre 2004.

⁸⁹ Selon les années, la fourchette des homicides évoluent entre 16 000 et 30 000.

La « Troisième Violence »

Le terme de « nouvelle Violence » voire même de « Troisième Violence » pour qualifier ce qui se passe en Colombie pendant cette période ne semble pas usurpé. D'une part, parce que, dans les campagnes, certains mécanismes à l'œuvre rappellent indubitablement les phénomènes survenus lors de l'expansion du café dans les années 1920-1930. Le boom de la coca ranime en effet la lutte – ancestrale en Colombie – pour le contrôle de la terre.

Dans certaines régions du pays, une véritable guerre s'engage entre différents groupes sociaux, grand propriétaires, petits paysans, pour la maîtrise et l'accroissement des superficies cultivées. Ce phénomène alimente alors l'émergence d'un nouvel acteur à la fois militaire et criminel : le para-militarisme, expression de la désagrégation des rapports sociaux sous les coups de boutoir de la violence politico-criminelle.

L'essor des FARC et des autres guérillas tout au long des années 1980 fait peser en effet une insécurité permanente sur les populations civiles et notamment celles, comme les grands propriétaires terriens, qui sont la cible de la « guerre de classes » en cours. Cible sociale dans la mesure où les projets politiques des différents mouvements politiques, qui se réclament de l'extrême-gauche, sont de les supprimer « *en tant que classe* », pour reprendre la terminologie stalinienne en vigueur pendant la collectivisation des années 1930 en URSS, mais aussi individuelle et personnelle. Un aspect non négligeable, en effet, de l'accumulation primitive de moyens financiers se manifeste aussi par la véritable industrie de l'enlèvement qui prospère en Colombie ces années-là. Il serait même plus juste d'ailleurs d'écrire qu'elle « re-prospère » puisque la vague de banditisme qui s'était développée en Colombie lors de la Violence des années 1950 recourait largement aux enlèvements considérés comme une méthode d'enrichissement.

Émergence du para-militarisme

Pour faire face à ce phénomène, les oligarchies terriennes financent à leur tour des bandes armées – une loi colombienne datant des années 1960 les y autorise – chargées de les défendre par tous les moyens. Au début des années 1980 naissent des organisations regroupées sous le sigle MAS (*Muerte a Secuestradores*), lesquelles utilisent les mêmes méthodes que leurs adversaires, dans le cadre d'une confrontation armée dont l'intensité ne

fait que croître⁹⁰. Un cercle vicieux, fait de représailles et de contre-représailles, s'amorce qui va contribuer à faire émerger un acteur criminel capable de concurrencer notamment les FARC sur leur terrain en leur infligeant de durs revers sur le plan militaire.

Le mécanisme de cette spirale violente semble alors immaîtrisable. Les groupes paramilitaires commencent dans un premier temps à s'autonomiser de leurs commanditaires et à travailler pour leur propre compte pour pérenniser leur reproduction. Travailler pour leur propre compte signifie s'enrichir, en prenant une place de plus en plus grande dans le trafic de cocaïne tout en se plaçant sous la coupe des cartels et de certains secteurs de l'armée. Ces groupes, créés à l'origine pour lutter contre le chaos, deviennent à leur tour des facteurs du chaos car celui-ci est favorable, par l'affaiblissement des systèmes immunitaires de la société face au crime qu'il produit, à leur enracinement.

Carlos Castano, le chef des paramilitaires, estimaient qu'au début du phénomène paramilitaire, 70 % du financement des groupes armés provenait du trafic de cocaïne⁹¹.

Insertion impossible à l'ordre politique

Le para-militarisme émergent sera en tout cas un des facteurs d'échec de la politique de réconciliation nationale lancée du gouvernement du président de la République Belisario Betancur. Cette politique, fondée sur une période de suspension des hostilités avec les guérillas, qui prévoyait une sorte de réintégration progressive, sur une année, des FARC dans la vie politique par l'entremise d'un parti légal l'UP (Union patriotique), sera mis en échec par la campagne d'extermination, il n'y a pas d'autre mot, lancée par les paramilitaires contre les militants et les élus de cette organisation. L'UP, qui recueillait 350 000 voix et comptait dans ses rangs neuf députés, six sénateurs et vingt-trois maires et trois cent cinquante élus municipaux, verra même assassiner son candidat à la présidentielle de 1990.

Entre 1984 et 1990, trois mille personnes seront ainsi éliminées, par des tueurs professionnels à la solde des cartels et des MAS, et la stratégie de paix du gouvernement échouera⁹².

⁹⁰ L'origine des MAS remonterait à l'enlèvement par le M-19 d'une femme du clan Ochoa, associé à Pablo Escobar. Les mafieux, alliés à des grands propriétaires terriens, auraient décidé de créer une organisation luttant contre les guérillas.

⁹¹ Daniel Pécaut [2008].

AUC contre FARC

Au tournant des années 1990, le trafic de cocaïne rapporte aux différents cartels investis dans le commerce de gros aux États-Unis presque cinq milliards de dollars par an dont trois milliards sont rapatriés en Colombie. Le boom de la cocaïne produit des effets dissolvants sur la vie économique⁹³ et sociale ainsi que sur toutes les classes de la société, du petit paysan à l'élite politique profondément corrompue par l'argent de la drogue en passant par l'oligarchie terrienne. À côté des la guerre frontale⁹⁴ menée, depuis 1985, par le cartel de Medellin de Pablo Escobar, à coup d'attentats à la voiture piégée⁹⁵, contre la politique d'extradition vers les États-Unis que mène les gouvernements successifs s'ajoute la guerre des AUC (Autodéfenses unies de Colombie) contre les FARC notamment⁹⁶.

⁹² Il faut souligner aussi que l'attitude des FARC, pendant la trêve, visait probablement à gagner du temps pour continuer à se renforcer. Ainsi, dans certaines régions, elles profitaient de la suspension des opérations militaires pour gagner du terrain. Jacobo Arenas, un des dirigeants historiques des FARC, l'exprime clairement, en 1985, dans une brochure dans laquelle « *il souligne que le cessez-le-feu n'est jamais que l'occasion de mettre à profit l'accès à la légalité pour poursuivre l'expansion territoriale de la guérilla et le plan de conquête du pouvoir.* » Daniel Pécaut [2008]. L'UP, composée de militants du Parti communiste, apparaissait ainsi aux yeux des paramilitaires et d'une partie de la classe politique comme une sorte de masque civil d'une stratégie militaire toujours à l'œuvre.

⁹³ Les milliards de dollars gagnés grâce à l'exportation de cocaïne, au-delà des phénomènes classiques de corruption généralisée de la bureaucratie étatique et de la classe politique qu'ils autorisent, favorisent l'inflation par le gonflement d'une masse monétaire qui n'a pas de réelles contreparties dans la production. L'illusion de richesse, accru par le blanchiment dans les activités licites, se dissipe ainsi dans une hausse des prix qui appauvrit des pans entiers de la population.

⁹⁴ Voitures piégées, attentats contre des avions de lignes, assassinat de juges et d'hommes politiques.

⁹⁵ Voir le chapitre 16, « Los coches bomba » de l'ouvrage du sociologue américain Mike Davis, *Petite histoire de la voiture piégée*, [2007] consacré à la guerre totale que Pablo Escobar, ancien député du Parti libéral, a mené contre la DEA (*Drug Enforcement Administration*) américaine et les fractions de la classe politique colombienne qui luttait contre son cartel.

⁹⁶ Mais pas seulement. Les hommes et femmes politiques, quel que soit le parti, qui se présentent comme hostiles aux cartels, aux AUC et au narco-traffic en général sont impitoyablement éliminés. En 1990, trois candidats aux élections présidentielles sont assassinés : Bernardo Jamarillo (Union Patriotique), Luis Carlos Galan (Parti libéral) et Carlos Pizarro (M-19).

Les AUC, créées officiellement en 1997, qui perpétuent la guerre des MAS lancées dans les années 1980 et des paramilitaires du département de Cordoba, deviennent un acteur majeur de la guerre civile politico-criminelle qui ravage le pays. L'hebdomadaire colombien, *La Semana*, les définit comme des armées privées qui « [...] collaborent avec l'armée ou s'acquittent de tâches normalement assumées par l'armée comme la lutte contre les guérillas. Plus exactement, elles se chargent des aspects sales et douteux de cette lutte : massacre des personnes suspectées de collaboration avec les guérillas (les "para-guérillas") et déplacement en masse de la population civile non armée qui peut, pour les guérillas, jouer le rôle de "la mer pour les poissons", pour reprendre la métaphore maoïste. »⁹⁷

Cette véritable armée, qui fonctionne comme les FARC, avec un commandement centralisé et une discipline militaire, commence à remporter des victoires contre la guérilla dans le nord-ouest du pays dans la riche région d'élevage de bétail du golfe de l'Uraba située aux confins des départements du Choco et de Cordoba où les FARC et l'ERP (maoïste) se disputent le contrôle d'une partie du territoire⁹⁸. Elles vont réussir à essaimer, au prix de massacres de masse sans précédent depuis la Violence des années 1950⁹⁹ : « Des paramilitaires ont avoué avoir décapité leurs victimes ou dépecé les cadavres à la tronçonneuse, d'autres ont joué au foot avec les têtes. Dans les départements de Santander et de Cordoba, nous [la justice colombienne en 2009 (NDA)] avons trouvé des fours crématoires. Des centaines de cadavres, peut-être des milliers, ont disparu dans les eaux des grands fleuves. »

Elles se développent alors dans le nord pétrolier (Arauca, Santander), le centre (Meta) et même le sud (Caqueta, Putumayo, Narino), qui constitue le bastion le plus puissant des FARC avec 60 % des effectifs de la guérilla. La guerre déborde même dans la périphérie de villes

⁹⁷ Antonio Caballero, « Infiltrados o reinsertados ? », *Semana*, 30 avril 2006, cité par Forrest Hylton [2007]

⁹⁸ Les groupes « révolutionnaires » s'affrontent aussi militairement entre eux. Les FARC, ne supportant pas la concurrence d'autres guérillas, n'hésitent pas à éliminer physiquement ses adversaires. L'ERP verra des centaines de ses militants assassinés par les FARC dans la région de l'Uraba. Décimées, une partie des troupes survivantes se mettront sous la protection des AUC avant de les intégrer parfois purement et simplement.

⁹⁹ « Le choc des aveux des paramilitaires colombiens », *Le Monde* du 18 juillet 2009. Le Parquet colombien a recensé 250 000 crimes (massacres, assassinats, viols, enlèvements, tortures) susceptibles d'être attribués aux milices d'extrême-droite.

comme Medellin, qui voit les quartiers contrôlés par les FARC « libérés » de la présence des milices « bolivariennes » qu'elles contrôlent.

Cependant dans les années 1990, les défaites ponctuelles qu'inflige le para-militarisme aux FARC ne remettent pas en question l'ascension du mouvement. On peut même affirmer qu'à cette époque elles n'usurpent pas le titre – « armée du peuple » –, qu'elles se sont donné. Les temps « héroïques » de la république de Marquetalia, où quelques dizaines de guérilleros, mal armés, erraient sur les haut plateaux de la cordillère centrale semblent loin.

Le « Contre-État » en marche

Les FARC sont, en effet, devenues une véritable armée capable de passer à la guerre de mouvement. En 1993, sa conférence nationale se place sous l'enseigne de l'offensive généralisée. La dizaine de fronts qu'elles revendiquaient en 1966 sont devenus 60 et portent leurs effectifs à 20 000 combattant environ. Sur le plan de l'armement, leurs ressources financières leur ont permis de mener des offensives frontales contre l'armée colombienne, par ailleurs largement démoralisée, en occupant durablement le terrain. Entre 1996 et 1998, les spécialistes de la chose militaire recensent seize attaques offensives contre des fortins et des camps retranchés de l'armée colombienne aux cours desquelles les FARC font des centaines de prisonniers de guerre.

Sur le terrain politique, après la démobilisation du M-19 en 1990, retourné à la vie légale¹⁰⁰, la destruction de l'ERP à laquelle elle a contribué, et le déclin de l'ELN, qui entame des négociations avec l'État, l'armée populaire jouit quasiment du monopole de la représentation politique « révolutionnaire » et devient le point de référence exclusif de la jeunesse la plus déshéritée des campagnes, qui voit dans la solde – une centaine de dollars – l'uniforme et parfois l'alphabétisation qu'elle offre, une sorte de promotion sociale et d'alternative à une vie rurale misérable.

¹⁰⁰ L'organisation, rebaptisée « Action démocratique M-19 » récoltera près de 25 % des voix aux présidentielles de 1990.

Offensives tous azimuts

Dans les villes, comme Bogota, transformées en « mégalo­poles anarchiques¹⁰¹ » difficilement contrôlables du fait de l’afflux de réfugiés provoqué par le déracinement de la paysannerie consécutif la guerre, les FARC constituent, dans les bidonvilles et les quartiers informels, des milices bolivariennes dont la fonction est de former et encadrer le lumpenprolétariat local : « *S’inspirant du modèle vietnamien, les FARC envisageaient dans une phase ultérieure d’étouffer les villes. Une piste de type Hô Chi Minh a été mise en chantier pour permettre une initiative spectaculaire à Bogota.* »¹⁰² En outre, les FARC n’hésitent pas, comme le cartel de Medellin, à recourir aux attentats à la voiture piégée contre des lieux fréquentés par la classe dominante colombienne¹⁰³.

Preuve de stabilité et de solidité interne, le commandement des FARC est resté presque le même depuis 30 ans : aucun commandant important de l’instance suprême de l’organisation, le secrétariat, n’a été arrêté ou tué par les autorités colombiennes. D’ailleurs le rapport de forces avec le Parti communiste, expression des contradictions entre les logiques légalistes et militaires, penche en leur faveur puisqu’à l’inverse de la situation qui prévalait dans les années 1960 et 70, le parti apparaît plus comme un porte-parole subordonné que le commanditaire ou le donneur d’ordres. En 1991, la rupture entre le PC et les FARC est presque consommée, la guérilla exigeant que le congrès du Parti, où elle est représentée depuis sa création, se tienne dans une zone du pays qu’elle contrôle.

Montée en gamme dans la production et le trafic de cocaïne

En matière de finances, les FARC n’ont jamais été aussi riches. Les enlèvements contre rançon, avec le système des otages, et la production de cocaïne, et dans une moindre mesure d’opium et d’héroïne, lui rapportent des sommes gigantesques, ce qui lui permet entre 1995 et 2000 de doubler le nombre de ses « fronts » : « *Le seul commerce de la pâte-base par la guérilla à la fin de la décennie leur aurait rapporté annuellement 72 millions de dollars [...]*

¹⁰¹ Xavier Raufer [2009]

¹⁰² Jean-Jacques Kourliandsky [2008]

¹⁰³ Un des plus meurtriers aura lieu au Club El Nogal en février 2003 à Bogota et fera 32 morts dont six enfants. Mike Davis [2007].

*et l'ensemble des profits tirés aux différents niveaux de la production et du commerce de la cocaïne et des opiacés, de 200 à 300 millions de dollars. »*¹⁰⁴

Leur implication dans la narco-criminalité ne cesse d'ailleurs de s'approfondir puisqu'elles ne se contentent plus d'imposer les *cocaleros* et de taxer les laboratoires tout en leur vendant de la pâte-base. Les FARC disposent en effet de leurs propres installations et semblent logiquement vouloir assurer elle-même la commercialisation de la cocaïne qu'elles produisent désormais, que ce soit auprès des cartels mexicains, qui se sont substitués aux cartels colombiens vaincus lors de la guerre dans années 1990, ou en direction d'organisations criminelles brésiliennes¹⁰⁵.

Cependant, sur la question de l'intégration des FARC au dernier stade, le plus lucratif, de l'économie de la cocaïne, un débat existe encore entre les spécialistes et les chercheurs. Certains estiment ainsi que la preuve définitive de leur implication au niveau commercial, en dépit d'affaires les mettant en cause au Mexique et au Brésil notamment, n'est pas apportée. Il n'en reste pas moins, vus les investissements financiers importants que réalisent les FARC au Mexique via des sociétés-écrans, qu'il serait très surprenant que des liens avec les cartels mexicains n'aient pas été établis.

Il est important de préciser néanmoins que l'implication des FARC dans le trafic de cocaïne est destinée à entretenir et développer un appareil militaire qui leur coûte à l'époque près d'un million de dollars et à financer ses achats de matériels militaires.¹⁰⁶ L'accumulation de capital réalisée grâce à la cocaïne, contrairement à ce qui se passe pour les trafiquants des cartels, ne vise pas à l'enrichissement personnel de ses membres. Les logiques criminelles sont alors clairement subordonnées à une dimension politique qui continue d'être prépondérante.

¹⁰⁴ Alain Labrousse, *Hérodote* [2004]

¹⁰⁵ En 2001, un baron de la drogue brésilien, Luiz Fernando Costa est arrêté par l'armée colombienne. Il déclarera s'approvisionner en cocaïne auprès des FARC à raison de 18 à 20 tonnes par mois. Alain Labrousse [2004]

¹⁰⁶ « On estime qu'un soldat (solde, alimentation, santé, entretien de la famille) coûte environ 7 000 dollars par an à la guérilla. » Alain Labrousse, *Cahier d'études sur la Méditerranée* [2001]

Une « Suisse » sous les tropiques »

En 1998, quand un pouvoir aux abois, sur fond de crise économique sans précédent depuis 1930, leur propose de négocier un accord de paix, les FARC sont au faîte de leur puissance. On peut même affirmer qu'elles sont aux portes du pouvoir, comme elles sont d'ailleurs aux portes de la capitale du pays dont elles contrôlent déjà certains quartiers périphériques. Pourquoi, alors, accepter une trêve comme elles vont le faire en décidant de rencontrer le président de la République, Andrés Pastrana, à San Vicente del Caguan ?

Marché de dupes

Du côté du pouvoir, en tout cas, les intentions paraissent claires : il s'agit de gagner du temps en concédant un espace important pour appâter la guérilla. La zone démilitarisée qui s'étend sur une partie de trois départements – Caqueta, Meta, Guaviare – de l'ouest du pays est en effet aussi grande qu'un pays comme la Suisse. Du côté des FARC, qui ont toujours profité des périodes de trêves, que ce soit en 1957 avec l'amnistie consécutive à la Violence ou en 1982 avec l'Union Patriotique, pour se renforcer, l'acceptation du pouvoir de négocier les conforte dans un statut de puissance incontournable, de Contre-État, auprès d'une opinion publique lassée des années de guerre et qui semble plébisciter ces négociations.

Et puis comment refuser cette « Suisse » tropicale, certes sous-peuplée avec 200 000 habitants, que le gouvernement conservateur leur donne sur un plateau ? Comment refuser les rencontres au sommet qui voient, au moins à trois reprises, en 1998, 2001 et 2002, le chef de l'État, Andrés Pastrana, et le chef du « contre-État », Manuel Marulanda se rencontrer officiellement ? Comment refuser les caméras de la télévision qui viennent filmer les discussions interminables avec le pouvoir et qui font une publicité gratuite aux thèses des FARC ? Comment refuser aussi les tournées diplomatiques en Europe où les missi dominici du « Contre-État » sont reçus, à Bruxelles, comme des ambassadeurs par l'Union européenne¹⁰⁷ ?

¹⁰⁷ Celle-ci, sous la pression des États-Unis, finira par classer les FARC sur la liste des organisations terroristes en 2002.

Cette « trêve »¹⁰⁸ va durer un peu plus de trois ans, de novembre 1998 à mars 2002, année pendant laquelle les FARC vont rompre les négociations en prenant conscience qu'elles ont été piégées. Pendant toutes ces années en effet, le gouvernement colombien n'est pas resté inactif. Parallèlement aux négociations avec les FARC, il mettait au point en effet avec les États-Unis un accord de coopération et d'aide militaire qui allait renverser radicalement le rapport de forces entre les protagonistes : le « programme d'aide et de coopération », signé le 13 juillet 2000, plus connu sous le nom de Plan Colombie (voir « encadré » *infra*).

De l'apogée à la défaite stratégique

Du point culminant de son avancée vers le pouvoir en 2000 à aujourd'hui les FARC vont connaître une longue descente aux enfers marquée par des pertes importantes d'effectifs ; la mort de trois dirigeants majeurs ; le discrédit à peu près total dans l'opinion colombienne.

Le plan « Colombie »

Le plan « Colombie » a été conçu sous l'administration du président de la République conservateur Andrés Pastrana et négocié avec les États-Unis pendant la période de trêve avec les FARC. Ce plan dessine une stratégie de résolution des grands problèmes sociaux qui affectent le pays, dont le narco-trafic. C'est essentiellement sur cette question que se focalise l'aide des États-Unis, dont la contribution financière devait s'élever, à l'origine, à 1,3 milliard de dollars sur un montant total de 7,5 milliards ; le reste des contributions devant provenir de la Colombie, de l'Union européenne et du Japon. L'état déplorable des finances publiques colombiennes et la défection des bailleurs de fond initialement pressentis, ont conduit les États-Unis à assumer la majeure partie de la contribution financière. En outre, l'aide de Washington s'est élargie à d'autres pays andins dans le cadre d'une « Initiative régionale andine ».

¹⁰⁸ Pseudo trêve en effet puisque les FARC poursuivent leur actions militaires et leurs actions criminelles : « À trois reprises, des avions des lignes intérieures "Aires" ont été détournés vers San Vicente del Caguan. Les enlèvements ont pris une extension qualitative nouvelle. Trois Nord-Américains ont péri au cours d'une prise d'otages en février 1999. Le gouverneur du Meta a été enlevé en 2001 ainsi que trois coopérants allemands et trois policiers. Une ex-ministre, Consuelo Arajanoguera a succombé pendant son kidnapping. » Jean-Jacques Kourliandsky [2008].

Si le plan, dans sa volonté d'éradiquer la coca par le développement des fumigations aériennes de plants, et malgré les récents communiqués de victoire du mois de décembre 2009, semble se révéler un échec, il apparaît toutefois que le volet sur la coopération stratégique et militaire est un succès. L'armée colombienne, grâce à l'aide américaine, a été largement modernisée, ce qui lui a permis de remporter des succès décisifs sur les guérillas et les FARC notamment. Du côté américain, la coopération avec l'Etat colombien a permis d'accroître son influence en Colombie par le biais notamment de l'envoi de centaines de conseillers militaires et le déploiement de compagnies de sécurité privées comme Dyn Corp. Cette coopération, en dépit des protestations de l'Équateur et du Venezuela, et dans une moindre mesure du Brésil, s'est même renforcée en 2009 avec le droit accordé aux forces armées américaines d'utiliser trois bases terrestres, deux bases aériennes et deux bases maritimes.

En l'espace de quelques années, grâce au plan Colombie, ce pays devient le troisième récipiendaire au monde de l'aide militaire américaine devant Israël et l'Égypte. Cette aide, un milliard de dollars par an, permet à l'armée d'augmenter considérablement ses effectifs, de se doter de moyens de communication sophistiqués et notamment d'acquérir une flotte aérienne, composée essentiellement d'hélicoptères « Black Hawk », de drones et d'avions de guerre légers, qui lui confère un avantage décisif sur l'armée du peuple. Cet avantage est probablement décisif et irréversible et interdit aux FARC toute perspective réaliste de parvenir à leurs fins en prenant le pouvoir en Colombie.

En outre, depuis 2002, la population a porté au pouvoir, lors de l'élection présidentielle, Alvaro Uribe, un dissident du Parti libéral issu de la bourgeoisie antioquienne, dont le père a été assassiné lors d'une tentative d'enlèvement des FARC, qui avait fait toute sa campagne sur le thème de la fermeté à l'égard du « terrorisme ». Cela ne signifie pas bien évidemment que les pouvoirs de nuisances des FARC sont abolis. Le plan Colombie n'a pas mis fin par un coup de baguette magique aux contradictions de la société colombienne.

Le grand repli stratégique

Néanmoins, les FARC, depuis 2002, opèrent un repli stratégique évident. De l'armée « populaire » qu'elles étaient, les FARC sont en train de connaître une involution qui les ramène au stade de la guérilla qu'elles ont, presque, toujours été depuis leur création. Trois de ses principaux chefs historiques sont morts, dont deux au combat, ce qui constitue un fait sans

précédent dans son histoire, en l'espace d'une année : Manuel Marulanda Velez, le vieux chef historique, des suites d'un cancer mais surtout Ivan Rios, le chef du front 47 tué par un de ses hommes, et Raul Reyes, le gendre de Marulanda et « ministre des Affaires étrangères » de l'organisation, lors d'un raid de l'armée sur le territoire de l'Equateur, en mars 2008. Les arrestations de responsables importants se multiplient, ce qui témoigne de l'efficacité croissante des forces de répression. En avril 2009, la direction des FARC a encore reçu un coup très dur avec l'interpellation d'Ignacio Leal, l'adjoint principal de Jorge Bríceno, alias « Mono Jojoy », qui dirigeait le trafic de cocaïne pour le compte du Bloc « oriental », le plus puissant des FARC avec le Bloc « sud ». Il était également selon la police, responsable, dans le département de l'Arauca, d'une exploitation de 2 200 ha de coca comprenant des laboratoires susceptibles de produire 17 tonnes de cocaïne par an.¹⁰⁹

Les « fronts », pour leur part, ne cessent de perdre de leur substance avec les actes de désertion et de reddition qui se multiplient. Le gouvernement colombien estime à près de 400 le nombre de chefs locaux qui se sont rendus aux autorités en 2008. Dernier en date, Nelly Avila Morino, alias Karina, responsable du prestigieux front 47, lequel comptait à son apogée plus trois cents combattants, s'est rendue en mai 2008 avec plusieurs dizaines de guérilleros¹¹⁰.

Désaffection populaire

En 2010, il semble que les FARC ne comptent plus que 6 à 9 000 combattants. Le recrutement est devenu tellement problématique qu'elles en sont réduites à développer la pratique de l'enrôlement forcé, d'adolescents encore mineurs notamment, et des enlèvements, de moins en moins ciblés « socialement »¹¹¹, ce qui achève de les couper de leur base sociale paysanne et de la population générale.

¹⁰⁹ « Colombie : un dirigeant des Farc responsable du trafic de drogue arrêté », AFP, mardi 14 avril 2009.

¹¹⁰ « Un front des FARC se fissure », *Le Journal du Dimanche*, 19 mai 2008.

¹¹¹ Pendant toute une époque, les enlèvements, contre rançon réalisés par les FARC, visaient essentiellement l'establishment politique, l'armée et les catégories sociales aisées (propriétaires terriens, cadres dirigeants d'entreprise, etc.). Ces catégories sociales étant mieux protégées aujourd'hui, la guérilla opère maintenant des « pêches miraculeuses » au cours desquelles elle enlève en masse, lors de barrages routiers notamment, et de manière indiscriminée.

En février 2008, celle-ci a exprimé massivement son rejet de la guérilla, lors d'immenses manifestations de masse, dans les principaux centres urbains de la Colombie. Ce rejet, pour une partie de la paysannerie, se nourrit aussi de la prise de conscience que les intérêts liés au narco-trafic peuvent parfois prendre le pas sur la défense des intérêts matériels des paysans pauvres. Il est arrivé ainsi que les FARC empêchent des occupations de terre afin de protéger des propriétaires terriens qui acceptaient de payer l'impôt « révolutionnaire ». Par ailleurs, l'impasse historique dans laquelle se trouvent les luttes pour la réforme agraire signe l'échec total des stratégies de contestation militaire de l'ordre rural. Dans la Colombie d'aujourd'hui, après des décennies de luttes armées menées au nom de la lutte contre l'oligarchie, la concentration des terres dans les mains d'une infime minorité n'a jamais été aussi grande¹¹².

Le durcissement militariste de la guérilla, qui s'exprime de plus en plus à partir de 2002 par des massacres indiscriminés des populations civiles, accentue la désaffection pour la lutte armée et l'autoritarisme des FARC : « *en juin 2004, elles tuent 34 paysans à la Gabarra dans le Santander du Nord. L'une de leurs actions les plus atroces se déroule le 2 mai 2002 à Bojaya, un hameau du Choco, disputé lui aussi entre la guérilla et les paramilitaires : elles lancent des bonbonnes d'explosifs sur une église où s'étaient réfugiés des habitants et le feu fait 119 victimes civiles dont 45 enfants.* »¹¹³ Le dernier carnage en date, reconnu partiellement par la guérilla dans un communiqué, remonte à février 2009 avec la tuerie commise, pour collaboration supposée avec l'armée, à l'encontre de vingt indiens dans une réserve (*resguardos*) appartenant à l'ethnie des Awas dans le département du Narino.¹¹⁴

Le Parti communiste ne répond plus

En termes de liens avec le PC, longtemps quasi organiques, puisque des dirigeants comme Manuel Marulanda, Raul Reyes ou Alfonso Cano siégeaient de droit au comité central, il semble que les ponts entre la guérilla et le parti soient coupés.

¹¹² « Selon les organismes statistiques spécialisés, en 1960, 0,5 % des propriétés les plus grandes cumulaient 31 % des terres cultivables. En 2002, 0,4 % des propriétés les plus grandes cumulaient 61,2 % des terres. » Sara Daniel [2008].

¹¹³ Daniel Pécaut [2008]

¹¹⁴ « En Colombie, les Indiens Awas se lèvent contre les FARC », *La Croix*, mardi 31 mars 2009.

La chute du mur de Berlin en 1989 a fait émerger, en effet, comme dans le reste des autres partis communistes du monde, une frange de rénovateurs de plus en plus hostiles à la lutte armée et soucieux de prendre des distances avec un secrétariat des FARC très marqué par l'idéologie stalinienne. Plusieurs membres dirigeants, comme le numéro 2 Raul Reyes, avaient été formés en effet en URSS et RDA dans les années 1970.

La gauche politique et syndicale, organisée dans le Pôle Démocratique Alternatif dont le PC est une composante importante, qui a contrôlé la mairie de Bogota jusqu'en 2007, semble avoir rompu avec l'organisation armée et décidé de s'inscrire pleinement dans la vie politique. Lors des élections présidentielles de 2006, son candidat, Lucho Garzon, ancien membre du Parti communiste, a recueilli plus de 22 % des voix.

Quoi qu'il en soit, au début des années 2000, les FARC se sont cru obligées de créer une expression politique à leur mesure : le mystérieux PCCC (Parti communiste clandestin de Colombie) dont l'objectif est de créer des filières clandestines dans les zones urbaines¹¹⁵.

Solidarité bolivarienne ?

Ce tableau est à peine contrebalancé par l'arrivée au pouvoir d'alliés potentiels à Quito et surtout à Caracas avec le régime « bolivarien » d'Hugo Chavez. D'ailleurs, les FARC ont opéré un repli en direction des départements frontaliers du nord (Guajira, Cesar, Norte Santander) et du sud (Narino). Ce repli aux frontières permet à la guérilla, à côté de préoccupations liées aux contrôles des routes d'exportation de la cocaïne, de retrouver une profondeur stratégique provisoire face à l'armée colombienne puisqu'elle dispose de camps militaires sur les territoires du Venezuela et de l'Équateur.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que le soutien des voisins « boliviariens », dont on rappellera qu'ils ont fait partie prenante de la Colombie jusqu'en 1830, constitue une bouée de sauvetage

¹¹⁵ Le PCCC ou PC3 est le fruit de la tentative de la direction des FARC de reprendre la main dans les centres urbains dont elles ont été chassées au moment de l'offensive des AUC dans la seconde moitié des années 1990. Cette reprise de l'initiative « bolivarienne » doit permettre d'infiltrer l'administration, les grands médias et les associations (syndicats étudiants, gauche altermondialiste). Si cette initiative est la marque de l'isolement des FARC, elle est aussi la traduction politique d'un débat qui traverse les FARC en ce moment. Une partie de l'appareil dirigeant, incarné notamment par Alfonso Cano, remettrait en cause la ligne militariste des années précédentes qui avaient vu la guérilla délaisser le travail d'hégémonie politique. Eduardo Mackenzie [2007-2008].

provisoire pour les FARC. Lors de l'incursion de l'armée colombienne en mars 2008 en territoire équatorien dirigée contre un camp de base des FARC, deux ordinateurs et des disquettes ont été saisis dont le contenu a permis de « démontrer » les liens « fraternels » unissant les présidents Rafael Correa et Hugo Chavez et les FARC de l'autre côté. Si l'on en croit le décryptage des données réalisé par l'armée, il semblerait que la guérilla aurait financé en partie la campagne électorale victorieuse de Correa et reçu 300 millions de dollars de financement et des armes de la part de Chavez. En outre, il apparaîtrait aussi que l'État vénézuélien aiderait la guérilla à monter des sociétés-écran au Mexique, pays où les FARC placent une grande partie de l'argent sale gagné grâce à la cocaïne et l'héroïne, d'exportation de pétrole¹¹⁶. Cela dit, le soutien de Chavez risque de s'avérer fragile avec le temps, les intérêts de l'État prenant le dessus sur la solidarité « révolutionnaire ». La Colombie et le Venezuela entretiennent des intérêts commerciaux puissants, un cinquième des exportations colombiennes, et ont conclu récemment un accord pour la construction d'un oléoduc destiné au Panama et passant par le territoire colombien¹¹⁷.

Le retour de l'État

Dans ce contexte, marqué par le spectre de la défaite militaire et la perte de la bataille idéologique contre l'État pour le contrôle des esprits, les perspectives d'avenir sont extrêmement sombres pour les FARC. Le temps, ce temps long de la patience paysanne qui semblait son allié, notamment dans les années 1990 pendant lesquelles la course à l'abîme de l'État semblait irrésistible, joue désormais contre elles. L'actuel Président de la République,

¹¹⁶ Eduardo Mackenzie [2008]. Compte tenu de la guerre en cours en Colombie et des affrontements entre les différents États de la région, il convient de prendre ces informations avec toute la prudence nécessaire.

¹¹⁷ Daniel Pécaut, spécialiste des FARC et de la région, sur le site de L'Express.fr, 23 février 2007, ne croit pas à une politique jusqu'au boutiste de Chavez en matière de soutien à la guérilla. Il précise que Chavez et Uribe entretiennent des relations personnelles amicales. Le point noir entre les deux pays restant, toujours selon Pécaut, que le Venezuela « *surveille mal la frontière avec la Colombie, ce qui permet à des guérilléros (et aussi à des paramilitaires) d'y séjourner et permet surtout aux routes vénézuéliennes de la drogue de prendre une importance croissante.* » On estime en effet en 2009 que 30 % de la cocaïne produite en Colombie passe par le Venezuela.

suite à la modification de la constitution colombienne, a été réélu en 2006. Il continue sa politique de restauration de l'autorité de l'État avec le soutien massif de la population.

Cette approbation, depuis le premier mandat d'Alvaro Uribe, ne cesse d'augmenter, si l'on en croit les enquêtes d'opinion et a même atteint plus de 80 % lors de la crise avec l'Équateur et le Venezuela du début de 2008 consécutive à des incursions de l'armée colombienne sur les territoires de ces deux États. La dénonciation du régime « fasciste » par les FARC trouve de moins en moins d'écho. En outre, cette restauration de la confiance entre l'État, en voie de reconstruction, et la population est renforcée encore par trois facteurs qui commencent à porter leur fruit.

Vers la paix des braves ?

Le premier, d'ordre politique, est l'intégration des populations indigènes et noires, issues de l'esclavage, traditionnellement portées à des sympathies pour les guérillas¹¹⁸, à l'ordre politique. La nouvelle constitution adoptée en 1991, qui n'avait pu donner sa pleine mesure du fait du chaos qui régnait pendant les années 1990, accorde de nouveaux droits aux minorités, notamment l'autonomie locale dans le cadre de la gestion collective de terres, et les intègre à un ordre politique, notamment par une représentation spécifique, qui les excluait jusque-là. Le deuxième est lié aux négociations menées, avec le soutien de Cuba, avec la guérilla castriste de l'ELN et surtout à l'adoption par le Congrès en 2005 d'une loi dite de « Justice et Paix » qui assure aux paramilitaires des AUC, en échange de l'aveu de leurs crimes et d'un engagement à indemniser leurs victimes, des peines qui ne pourront dépasser huit années de prison. Un dispositif similaire, destiné aux guérilleros soucieux de revenir à la vie civile a été mis en place, accompagné d'incitations financières non négligeables à la

¹¹⁸ Une partie de la base sociale du Parti communiste colombien, dans les années 1930, et 1950 était constituée par les Indiens de la région du Tolima et du Cauca. Le plus célèbre d'entre eux Quintin Lame, sera un des membres fondateurs du PSR, ancêtre du parti. Dans les années 1970, une guérilla indigène, opérant dans le sud-ouest du pays se réclamera de lui.

désertion¹¹⁹ et à l'impact certain en ces temps de démoralisation : l'épisode Ivan Rios¹²⁰ l'a démontré.

Cette politique, malgré ses limites évidentes¹²¹, a abouti à la démobilisation d'environ 30 000 combattants des AUC et commence à porter ces fruits puisque selon certaines sources officielles (à considérer avec prudence), en 2008, 3 000 combattants des FARC se seraient livrés aux autorités. Le troisième est d'ordre économique puisque la Colombie connaît des taux de croissance de son économie très importants depuis plusieurs années, ce qui a permis de diminuer significativement le taux de chômage. Si en 2009, la crise économique mondiale ne l'épargne pas, il n'en reste pas moins que le processus de restauration du monopole étatique de la violence dynamise les investissements étrangers, qui ont été quasiment multipliés par 10 depuis 2005¹²². La Colombie connaît par ailleurs depuis quelques années un

¹¹⁹ Le cas de Wilson Bueno Largo a défrayé la chronique en Colombie et ... en France. Ce guérilleros a en effet reçu un demi-million de dollars de récompense de l'Etat pour avoir déserté avec un otage avant d'être exfiltré en France. Celle-ci s'est engagée en effet à accueillir sur son sol des repentis des FARC. Alvaro Uribe, à partir de ce cas, a promis à tous les membres des FARC qui suivraient cet exemple le même type de récompense.

¹²⁰ La mort d'Ivan Rios est symptomatique du processus de décomposition politique et morale qui traverse les FARC en ce moment. Traqué par l'armée dans le département du Caldas, voyant ses troupes rongées par la faim et la démoralisation, le commandant des FARC voulait, semble-t-il, purger une partie l'appareil du « front » qu'il dirigeait en exécutant certains de ses adjoints, pratique très répandue au sein de son « front » puisque deux cents combattants, accusés d'être des infiltrés, auraient été abattus entre 2005 et 2007. Certains d'entre eux auraient alors réagi en assassinant Rios et en se rendant à l'armée colombienne avec l'ordinateur du commandant et sa main droite sectionnée pour toucher la prime promise par le gouvernement colombien.

¹²¹ Selon une organisation colombienne de défense des droits de l'homme, en 2008, 400 000 personnes ont été déplacées suite aux conflits qui opposent les différentes bandes armées. Ce chiffre serait en augmentation de 24 % par rapport à 2007. « Colombie : un conflit entre "narcos" chasse des centaines d'habitants de chez eux », AFP, 17 juin 2009. Les données provisoires pour l'année 2009 font état de 500 000 personnes.

¹²² Depuis 2005, le taux de croissance du PNB est relativement élevé avec un pic de 7,5 % en 2007. L'économie colombienne a été dynamisée notamment par le développement des exportations de charbon (1^{er} producteur de charbon d'Amérique latine) et de pétrole (300 000 barils par jour) dans un contexte marqué par le boom du prix des matières premières. Par ailleurs, elle a bénéficié aussi de la forte croissance du marché nord-américain, qui représente 40 % de ses exportations. La structure de sa population active en fait en outre un pays mûr sur le plan économique en dépit d'une agriculture encore faiblement productive (22 % de la population active pour 12 % du PNB).

développement industriel important qui contribue à la baisse de la part relative de l'agriculture dans l'économie (12 % du PIB). Cet aspect met en évidence la marginalisation des FARC, lesquelles ne se trouvent plus au cœur des réalités productives, donc sociales du pays.

Les FARC au tournant

Que reste-t-il alors comme atout dans les mains des FARC si elles veulent survivre ? La réponse paraît évidente : la cocaïne¹²³. La cocaïne dont elles ont progressivement occupé, à partir des années 1980, tous les stades de la production – du contrôle des champs de coca jusqu'aux laboratoires –, et qui leur fournit, plus que jamais, les ressources financières susceptibles de tenir face à l'offensive de l'armée.

D'ailleurs, l'enjeu du contrôle de la production, voire de la commercialisation, est tel aujourd'hui que le développement de nouvelles cultures de cocas, suite aux succès remportés par la politique d'épandage dans le département voisin du Putumayo, et l'accès aux côtes du Pacifique est devenu, en grande partie, le motif d'une bataille dans les départements du Narino¹²⁴ et du Cauca dans le sud du pays contre les bandes de paramilitaires maintenues, notamment les « Rastrojos » et les « Aguilas Negras », qui s'entretuent, elles aussi, pour le contrôle du narco-trafic.

Dans le Narino, les FARC, pour s'implanter plus profondément, ont même déclaré une guerre de territoire sanglante à l'ELN, traditionnellement implantée dans ce département. La guerre pour le contrôle « des routes de la cocaïne » entre les FARC et l'ELN fait rage aussi dans le département de l'Arauca situé dans le nord du pays.

Vers la désintégration criminelle ?

Si les FARC conservent une direction politique centralisée, le secrétariat dirigé actuellement par Alfonso Cano, et un recrutement fondé encore sur une logique politique, il n'en demeure pas moins que sa dépendance croissante à la cocaïne ne fera qu'approfondir les contradictions qui la traversent et qui en font un mouvement *hybride*.

¹²³ Et dans une moindre mesure l'héroïne. En avril 2009, dans le département du Narino, situé à la frontière de l'Équateur, l'armée colombienne a découvert une cache des FARC abritant près de 100 kilos d'héroïne pure. Une dizaine de tonnes, si l'on croit l'ONUDC, de cette substance ont été produites en Colombie en 2008.

¹²⁴ Dans le Narino, la route de la cocaïne passe par le port de Tumaco situé sur l'Océan Pacifique.

Contradiction, qui pourrait même aboutir à sa mort en tant qu'organisation politique centralisée, les logiques criminelles prenant définitivement le pas sur le politique ; l'enrichissement personnel de seigneurs de la guerre l'emportant sur l'idéalisme militant ; le localisme « mafieux » triomphant du centralisme organisationnel¹²⁵. Tels sont les enjeux des années à venir pour les FARC, et ce qu'il leur reste de leur passé militant, et la Colombie : ne pas voir surgir un nouveau cartel encore plus puissant que ces honorables prédécesseurs de Cali, de Medellin et du Norte del Valle¹²⁶.

Les termes de cette perspective inquiétante sont parfaitement posés dans un article au titre au demeurant évocateur – allusion au surnom de Manuel Marulanda, « Tirofijo », tireur infaillible –, « Tiro perdido » dans le journal colombien *El Tiempo* par ex-guérillero salvadorien :

*« L'armée colombienne gagne la guerre avant tout grâce aux guérilléros démobilisés. L'avantage politique de l'État est désormais dévastateur, les Farc sont détestées et, comme elles ont perdu la maîtrise des voies de communication, des voies fluviales et des villages, leur morale s'est effondré ; il ne leur reste que l'infrastructure de la coca. Elles ont perdu leur chef [Manuel Marulanda (NDA)] et le contrôle de leurs forces militaires. Le futur de ces hommes est l'inhospitalière forêt, la faim, la maladie, la peur, la reddition, la mort et la **fragmentation en petites bandes de délinquants** [nous soulignons]. [...] Ivres de dogmatisme idéologique et avec l'arrogance de millionnaires, ils perdirent une occasion en or lorsque le président Pastrana leur céda durant trois ans 44 000 kilomètres carrés, quand la communauté internationale était disposée à les reconnaître, quand l'État les traitait avec un complexe de culpabilité pour les erreurs du passé et quand le peuple de Colombie espérait les voir lutter sans*

¹²⁵ À cet égard, le témoignage d'un haut responsable des FARC actuellement emprisonné, recueilli par Pascal Drouhaud [2008], est très instructif sur les phénomènes d'enrichissement personnel de certains commandants. Les trois ans de « paix » entre 1998 et 2002 ont favorisé paradoxalement une sorte de démoralisation rampante, alcoolisme, machisme à l'égard des *companera* et l'essor d'une certaine corruption : trafics de 4X4 volés, détournements d'argent.

¹²⁶ Le cartel du Norte del Valle a implosé en 2007 avec l'arrestation de son chef Diego Montoya. Il s'agissait du dernier grand cartel à l'œuvre en Colombie, 500 tonnes de cocaïne exportées vers les États-Unis et l'Europe en quinze ans, après la chute de ceux de Medellin et de Cali. Depuis, les cartels ont été remplacés par une vingtaine d'organisations, les *cartellitos*, plus petites mais plus difficiles à appréhender.

armes à l'intérieur de la démocratie. La leçon est bien synthétisée par ces paroles du général Jaruzelsky, ex-président de Pologne : "Le tout ou rien conduit toujours au rien". »¹²⁷

Au rien politique, certes, mais au tout criminel inéluctablement.

¹²⁷ Joaquin Villalobos, *El Tiempo*, Bogota, 15 juin 2006, cité par Stephen Launey [2008]

Conclusion

Il y a ce que l'on sait, et ce qu'on peut supposer

Jean Dhondt¹²⁸

C*e que l'on sait.* Une implication de plus en plus importante des FARC au fil des ans à tous les stades de la production du chlorhydrate de cocaïne : de la protection des champs de coca à l'exportation du produit fini. Une implication dans l'économie criminelle qui les a sorties, à partir des années 1980, de la marginalité politique dans laquelle elles végétaient depuis la fin de la Violence, au début des années 1960, où, réduites à quelques centaines de combattants, elles servaient d'organe de protection à des paysans-soldats en quête de terre

Ce que l'on sait. C'est encore la cocaïne qui, dans les années 1990, leur permet, par l'accumulation de centaines de millions de dollars, de devenir une véritable « armée populaire » disciplinée de plusieurs milliers de combattants.

Ce que l'on sait. C'est toujours la cocaïne, qui les sauve aujourd'hui, de l'anéantissement militaire face à l'offensive d'une armée colombienne modernisée et dotée de moyens considérables grâce au soutien matériel et stratégique des États-Unis.

Ce que l'on sait aussi. La permanence, jusqu'à il y a peu, en l'occurrence l'année 2008, d'une direction politique d'inspiration « marxiste-léniniste » extrêmement centralisée qui *subordonne* clairement les logiques criminelles liées notamment au narco-trafic à un projet d'essence politique dont l'objectif proclamé est le renversement des classes dominantes colombiennes. Cette configuration fait des FARC une guérilla *hybride*, hybride au sens que

¹²⁸ Citation extraite de l'ouvrage de Fernand Braudel, *L'identité de la France*, champs Flammarion, 1990.

lui donne la langue française : « *Composé de deux éléments de nature différente anormalement réunis ; qui participe de deux ou plusieurs ensembles, genres, styles.* »¹²⁹

Vers une « kuomintangisation » ?

Pour combien de temps ? On *sait* par des repentis et d'anciens guérilléros revenus à la vie civile que des tensions existent désormais au sein de l'appareil dirigeant des FARC, notamment entre le vieux militant politique, Alfonso Cano, qui a pris la succession de Manuel Marulanda, et le dirigeant du puissant Bloc « oriental » Jorge Briceño alias « Mono Jojoy ».

Les termes de ce désaccord reposent sur une conception différente de la place à accorder aux logiques politique et militaire. Pour une partie du secrétariat, rangée derrière Alfonso Cano, la déviation militariste et criminelle de l'organisation doit être corrigée en remettant le politique au centre des FARC avec la tentative de développer dans les centres urbains un parti politique clandestin. Pour l'autre « tendance », adepte de la fuite en avant, représentée par Jorge Briceño, la guérilla doit renforcer son potentiel militaire en s'investissant encore plus dans le trafic de cocaïne et d'héroïne.

Ce que l'on peut supposer. Un schisme scindant l'organisation en plusieurs morceaux. Une partie des FARC tirant les leçons des occasions manquées, notamment en 1998 avec la trêve offerte par Pastrana, et négociant un retour à la vie civile, à l'instar de ce qui se passe pour les soldats perdus du para-militarisme ; les autres se lançant dans une sorte de fuite en avant criminelle, prélude à la transformation pure et simple de la guérilla en bandes criminelles dirigées par des seigneurs de la guerre locaux. En l'espace de cinquante ans, les FARC auraient alors parcouru la totalité du spectre qui va de la guérilla « politique » à la guérilla « dégénérée ».

Les « heures sombres »

L'Histoire montre qu'un tel processus a pu toucher des organisations aussi structurées que le Kuomintang dans les années 1960 dans le Triangle d'or (Birmanie, Thaïlande, Laos) ou le Sentier Lumineux au Pérou aujourd'hui. Ce processus s'est accompli aussi sur le sol colombien avec la dégénérescence de l'ERP, d'inspiration maoïste, guérilla qui a littéralement

¹²⁹ *Le Nouveau Petit Robert*, Montréal, 1993.

explosé, dans les années 1990, sous les coups conjugués de l'État, des paramilitaires et des FARC, pour se reformer sous la forme de bandes criminelles se livrant au narco-trafic.

Cette hypothèse semble la plus réaliste compte tenu de la situation militaire et politique des FARC. La guérilla connaît actuellement un recul stratégique presque sans équivalent dans son histoire. En moins d'une décennie, de 2000 à 2009, elle est passée du statut de quasi-État, doté du monopole de la violence sur des parties significatives du territoire colombien, à celui de bandes traquées par un ennemi infiniment supérieur stratégiquement (maîtrise du ciel) et matériellement. Moralement aussi puisque les défaites politiques avec la perte en moins d'un an de trois dirigeants majeurs, et le repli militaire aux confins frontaliers de la Colombie affaiblissent le contrôle politique de l'instance suprême de l'organisation et sa capacité à la discipliner. Cette démoralisation politique est par ailleurs nourrie par la baisse de la qualité militante des hommes et des femmes, plus issus du sous-prolétariat que de la paysannerie, qui rejoignent la guérilla et la prédominance de plus en plus grande des logiques criminelles. Ces phénomènes obèrent gravement l'avenir des FARC en tant qu'organisation politique.

Pourtant, le pronostic relatif à l'éclatement possible de la guérilla en entités dégénérées n'est pas forcément une bonne nouvelle pour la société colombienne et pour le reste du monde. Le terreau colombien, à savoir ce mélange d'impéritie étatique et de tentations violentes, n'a sans doute pas encore donné tous ses fruits. Même si l'arrivée au pouvoir d'Alvaro Uribe et, avec lui, d'une volonté politique forte de restaurer le monopole de la violence au sein de la formation sociale colombienne ont permis d'améliorer significativement le tableau qu'offre la Colombie, les démons sont toujours présents sous la forme d'inégalités sociales gigantesques ; de la corruption paramilitaire d'une grande partie de la classe politique¹³⁰ ; de la puissance des bandes criminelles armées qui fragilisent terriblement le tissu social : le nombre de réfugiés consécutifs à la « guerre de tous contre tous » atteint à nouveau aujourd'hui des records avec 500 000 déplacés. Et puis il reste l'incontournable cocaïne, véritable malédiction de la région andine et de la Colombie en particulier.

¹³⁰ En 2008, la Cour suprême a inculqué une soixantaine de membres du Congrès (Chambres des représentants + Sénat) pour leurs liens avec les groupes paramilitaires liés au narco-trafic et en a emprisonné une vingtaine. Le scandale touche des personnalités proches d'Alvaro Uribe.

Le « bel avenir » de la cocaïne

Malgré les communiqués triomphalistes des propagandes étatiques¹³¹, l'avenir est à la cocaïne et donc à l'argent qui nourrit la guerre. Cette substance, comme l'héroïne dans les années 1970, est en effet une des manifestations de l'Esprit du monde, d'un air du temps¹³² marqué par la mobilisation totale pour la guerre économique, qui dé-vaste la Terre, et le « culte de la performance »¹³³. Si sa consommation s'est stabilisée sur le grand marché nord-américain, elle ne cesse d'avancer sur les autres continents. Non seulement dans toute l'Europe mais aussi en Afrique et en Asie du fait de l'émergence des classes moyennes engendrée par l'hyper-développement économique,

Cette période historique n'est pas près de se clore. La forte demande permettra toujours à une offre, quelles que soient les mesures d'éradication des gouvernements andins, de se frayer un chemin. On le voit en Colombie où les champs de coca dévastés du Putumayo par les pesticides resurgissent plus loin dans le Narino voisin. On le voit aussi avec les perspectives nouvelles qu'offre la jungle amazonienne pour les nouvelles variétés inventées par certains agronomes afin de résister aux conditions climatiques extrêmes qu'offre la forêt tropicale.

La mutation des espèces n'est pas qu'un phénomène qui touche exclusivement le monde végétal. Il affecte aussi les organisations humaines et les bandes criminelles en particulier. Après la grande mutation des cartels de Colombie, dans la seconde moitié des années 1990, en myriade de microstructures, moins visibles et plus ductiles, il est très probable que ce soit

¹³¹ Voir la première partie p. 18

¹³² « *Ca n'est plus comme dans les décennies passées le péché mignon d'une élite argentée, ni un vulgaire trait de décadence dans les cercles où l'on s'encanaille. Pas davantage une faiblesse exotique et branchée que s'autorisent les entrepreneurs clinquants, les gens d'Hollywood et les flambeurs, comme il y a trois ou quatre ans encore – quand, avec la plus grande ostentation, les consommateurs prisaient à même la table des cafés chics, au moyen d'un billet roulé de 100 dollars tout neuf. Aujourd'hui, en partie précisément parce qu'elle est à ce point emblématique du rang social et de la richesse, la coke est peut-être la drogue de prédilection de millions d'individus, bons citoyens, conformistes et souvent en voie d'ascension sociale – avocats, homme d'affaires, étudiants, fonctionnaires, politiciens, policiers, secrétaires, banquiers, mécaniciens, agents immobiliers, serveuses.* » *Time*, juin 1981, cité par Misha Glenny [2008]

¹³³ Alain Ehrenberg [2008].

maintenant au même phénomène que l'on assiste, dans la décennie qui s'ouvre, avec les FARC.

Postscriptum sur les FARC (janvier 2010)

La fin de l'année 2009 et le début de l'année 2010 ont vu l'histoire s'accélérer en Colombie avec l'enlèvement puis l'assassinat par les FARC de Luis Francisco Cuellar, gouverneur du département du Caqueta, situé au sud du pays. Cet acte de guerre a provoqué en effet une riposte massive de l'Etat sous la forme notamment d'une offensive aérienne qui a abouti à la destruction de deux camps de la guérilla situés aux confins des départements du Meta et du Guaviare. L'offensive militaire s'est soldée par la mort de 25 guérilleros et l'arrestation de 13 membres de l'organisation¹³⁴. Trois chefs régionaux importants des FARC, appartenant au cercle rapproché du numéro deux du secrétariat, l'organe dirigeant de l'organisation, Jorge Briceno, ont été tués.

Ces faits viennent illustrer à la fois la persistance des facultés de nuisances incontestables de la guérilla et la capacité de l'Etat à riposter plus efficacement aux FARC. Il semblerait d'ailleurs que les événements survenus au début de l'année 2010 marquent un affaiblissement important du bloc militaire de la guérilla le plus puissant et le plus investi dans la production de cocaïne. Par ailleurs, certaines rumeurs font état d'une aggravation récente de l'état de santé de Briceno, alias Mono Jojoy, le partisan de la ligne la plus intransigeante vis-à-vis du gouvernement d'Alvaro Uribe, dont la mort serait proche.

L'assassinat du gouverneur a en tout cas accru l'isolement politique des FARC. Outre les records de popularité dont bénéficie Alvaro Uribe dans l'opinion publique, il semble que les ponts soient irrémédiablement coupés avec la gauche colombienne. Le Pôle démocratique alternatif, coalition de partis politiques de gauche comprenant le Parti communiste, a pris prétexte des événements pour prendre des distances définitives avec la guérilla. Le sénateur Gustavo Petro, candidat aux présidentielles de 2010 de ce parti, a en effet demandé au président Uribe de saisir la Cour pénale internationale, considérant les prises d'otage réalisées par les FARC comme des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

¹³⁴ Les chiffres officiels font état pour l'année 2009 de la mort au combat de 507 guérilleros et de l'arrestation et la démobilisation de 2 844 combattants. *Le Monde*, « En Colombie, les forces armées mènent une offensive contre les FARC », 6 janvier 2010.

Toutefois, ces évènements sont loin d'annoncer la mort prochaine des FARC, lesquelles comptent encore de 6 à 10 000 combattants. Par ailleurs, et c'est une mauvaise nouvelle pour l'Etat colombien, elles viennent de conclure une trêve militaire avec la guérilla castriste de l'ELN avec laquelle elles s'affrontaient durement dans le sud et le nord du pays.

Bibliographie

BAUER Alain, RAUFER Xavier, *La face noire de la mondialisation*, Paris, CNRS éditions, 2009.

BALENCIE Jean-Marc, LA GRANGE (de) Arnaud (sous la dir. de), *Les Nouveaux Mondes rebelles, Conflits, terrorisme et contestations*, Paris, Editions Michalon, 2005.

CALVO OSPINA Hernando, *Derrière le rideau de fumée, histoire du terrorisme d'État*, Pantin, Le Temps des Cerises, 2008.

COSTES Jean-Michel (sous la dir. de), *Les usages de drogues illicites en France depuis 1999, vus au travers du dispositif TREND*, Saint-Denis, OFDT, 2010.

DABENE Olivier (sous la direction de), *Atlas de l'Amérique latine, Violences, démocratie participative*, Paris, Editions Autrement, 2006.

DANIEL Sara (sous la direction de), *Guerres d'aujourd'hui, Pourquoi ces conflits ? Peut-on les résoudre ?*, Paris, Editions Delavilla, 2008.

DAVIS Mike, *Petite histoire de la voiture piégée*, Paris, coll. Zones, La Découverte, 2007.

DELPIROU Alain, LABROUSSE Alain, *Coca Coke*, Paris, Editions La Découverte, 1986.

DELPIROU Alain, MACKENZIE Eduardo, *Les cartels criminels, cocaïne et héroïne, une industrie lourde en Amérique latine*, Paris, coll. « Criminalités internationales », PUF, 2000.

DROUHAUD Pascal, *FARC, confessions d'un guérilléro*, Choiseul, 2008.

CAROFF Delphine, *Ingrid Bétancourt ou la médiatisation de la tragédie colombienne*, Paris, cool. Questions contemporaines, L'Harmattan, 2004.

EHRENBERG Alain, *Le culte de la performance*, Paris, coll. Pluriel, Hachette, 2008.

GALENAO Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, coll. « Terre humaine », Plon, 1981.

GLENNY Misha, *Mc Mafia, Au cœur de la criminalité internationale*, Paris, Editions Denoël, 2008.

HYLTON Forrest, *Colombie les heures sombres*, Paris, Editions imho, 2008.

HERTOGHE Alain, LABROUSSE Alain, *Le Sentier Lumineux du Pérou, un nouvel intégrisme dans le tiers monde*, Paris, Editions La Découverte, 1989.

KOPP Pierre, *Economie de la drogue*, Paris, collection Repères, Editions La Découverte, 2006.

KOURLIANDSKY Jean-Jacques, *Ingrid Betancourt, par-delà les apparences*, Paris, Editions Toute latitude, 2008.

LABROUSSE Alain, *La drogue, l'argent et les armes*, Paris, Fayard, 1991.

LABROUSSE Alain, KOUTOUZIS Michel, *Géopolitique et géostratégies des Drogues*, Paris, Économica, 1996.

LABROUSSE Alain, *Les Tupamaros, des armes aux urnes*, Monaco, Editions du Rocher, 2009.

MACKENZIE Eduardo, *Les FARC ou l'échec d'un communisme de combat, Colombie 1925-2005*, Paris, Publibook, 2005.

MERCIER VÉGA Luis, *Technique du Contre-Etat, les guérillas en Amérique du sud*, Paris, Belfond, 1968.

MINAUDIER Jean-Pierre, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1997.

ORTIZ SARMIENTO Carlos Miguel, *La Violence en Colombie, racines historiques et sociales*, Paris, L'Harmattan, 1990.

PÉCAUT Daniel, *L'ordre et la violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, 1987.

PÉCAUT Daniel, *Les Farc, une guérilla sans fins ?*, Paris, Editions Lignes de Repères, 2008.

QUÉRÉ Stéphane, *La 'Ndrangheta, enquête au cœur de la plus puissante des mafias italiennes*, Paris, La manufacture de livres, 2009.

RAUFER Xavier, *Les superpuissances du crime, enquête sur le narco-terrorisme*, Paris, Plon, 1993.

RAUFER Xavier, *Les nouveaux dangers planétaires, chaos mondial, déclèment précoce*, Paris, CNRS éditions, 2009.

RECLUS Elisée, *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe*, Paris, Zulma, 1991.

ROLLAND Denis, CARRENO Enrique Uribe, *La Colombie aujourd'hui vue par la presse colombienne*, Paris, L'Harmattan, 2007.

URIBE Maria Victoria, *Anthropologie de l'inhumanité, Essai sur la terreur en Colombie*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

WOLF Maribel, *La Colombie écartelée, le difficile chemin de la paix*, Paris, Karthala, 2005.

Articles

HAUT François, « Des guérillas dégénérées, ici et maintenant... », Conférence organisée par la *Litterturnaia Gazeta*, Moscou, DRMCC, 1996.

HERRERA Ernesto, « L'ombre portée de la Colombie sur le continent », *La Brèche* n° 4, Lausanne, novembre 2008.

JOXE, Alain, « Colombie & Afghanistan : Intervenir dans les narcoguerres ? », CIRPES (Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques), 2008.

LABROUSSE Alain, « Colombie : le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des FARC-EP (1978-2002) », *Hérodote* n° 112, Paris, Editions La Découverte, 2004.

LABROUSSE Alain, « Colombie : Conflit de la drogue ou conflit politique ? », *Trafic international* n° 5, Paris, OFDT, juin 2001

LABROUSSE Alain, « Colombie, conflit de la drogue ou conflit politico-militaire », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n° 32, juillet-décembre 2001.

LABROUSSE Alain, « Forum de discussion », *Trafic international* n° 6, Paris, OFDT, juillet 2001.

LABROUSSE Alain, « Colombie : les cultures de coca font de la résistance », *Trafic international* n° 12, Paris, OFDT, janvier 2002

LAUNAY Stephan, « La Colombie, les Farc et la France », *Histoire & Liberté* n° 36, Nanterre, Automne 2008.

LETEUR Serge, « Sentier Lumineux : le grand retour, guérilla idéologique ou cartel déguisé ? », Notes d'alerte du Département de recherche sur les menaces criminelles contemporaines, Paris, mai 2009.

MACKENZIE Eduardo, « Colombie : témoignage sur le PC clandestin », *Histoire & Liberté* n° 33, Nanterre, Hiver 2007-2008.

MACKENZIE Eduardo, « Les Farc face à leur plus grande crise », *Histoire&Liberté* n° 34, Nanterre, Printemps 2008.

MACKENZIE Eduardo, « Deux ex-combattants des Farc racontent... », *Histoire & Liberté* n° 37, Nanterre, Hiver 2008-2009.

PECAUT Daniel, « Les FARC : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, 4^{ème} trimestre 2006, Paris, Editions La Découverte, 2006.

PEREZ Rodolfo, « Chronique de Bolivie : coca, cocaïne et pouvoir », *Problèmes d'Amérique latine* n° 69, Choiseul, été 2008.

PERRAS Chantal « Une histoire de l'entrepreneuriat illicite, Des ajustements et des stratégies innovantes dans les marchés de la drogue en Colombie », Paris, *Les Cahiers de la Sécurité* n°10, 2009.

Rapports

« Etat du phénomène de la drogue en Europe, Rapport annuel 2009 », OEDT (Observatoire européen des drogues et des toxicomanies), Lisbonne, 2009.

LABROUSSE Alain, « Rapport de mission sur la coopération française avec la Colombie dans le domaine des drogues », OFDT, février 2002.

Romans

GARCIA MARQUEZ Gabriel, *Cent ans de solitude*, Paris, Editions du Seuil, 1968.

ROSERIO Evelio, *Les armées*, Paris, Editions Métailié, 2008.

Annexes

La Colombie en chiffres

Carte administrative de la Colombie

Organigramme et structuration des FARC

Classement des guérillas

La Colombie en chiffres

République de Colombie

Capitale : Bogota

Superficie : 1 138 910 km²

Régime présidentiel

Président : Alvaro Uribe

Vice Président : Francisco Santos Calderon

Langues parlées : espagnol, paez, wayuu

Composition ethnique : Métis (Européens-Amérindiens) : 58 % ; Européens (20 %) ; Mulâtres (métis-Européens-Noirs) (14 %) ; Noirs (4 %) ; Amérindiens (1 %).

Religion : catholique (98 %)

Population : 44 538 442

Indice de fécondité : 2,46

Espérance de vie : 72,88 ans

PNB en 2008 (en milliards de dollars) : 231,29 ; 36^e/231.

PIB/Hab en 2008 (en dollars) : 5 193 ; 122^e/231

Secteurs d'activité (en % du PNB) : Agriculture (12,01 %) ; Industrie (35,59 %) ; Services (52,40 %).

Investissements étrangers (en milliards de dollars) : 120,9

Population active : Agriculture (22,40 %) ; Industrie (18,80 %) ; Services (58, 80 %).

Taux de chômage : 11,8 %

Atlaséco 2010, le Nouvel Observateur

Carte administrative de la Colombie

Départements de forte implantation des FARC (2007)

Norte de Santander ; Arauca ; Vaupès ; Meta ; Putumayo, Valle del Cauca ; Cauca ; Caqueta.



Principales zones de culture de la coca en 2009 :

Narino, Cauca, Putumayo, Caqueta, Meta, Guaviare.

Organigramme et structuration des FARC

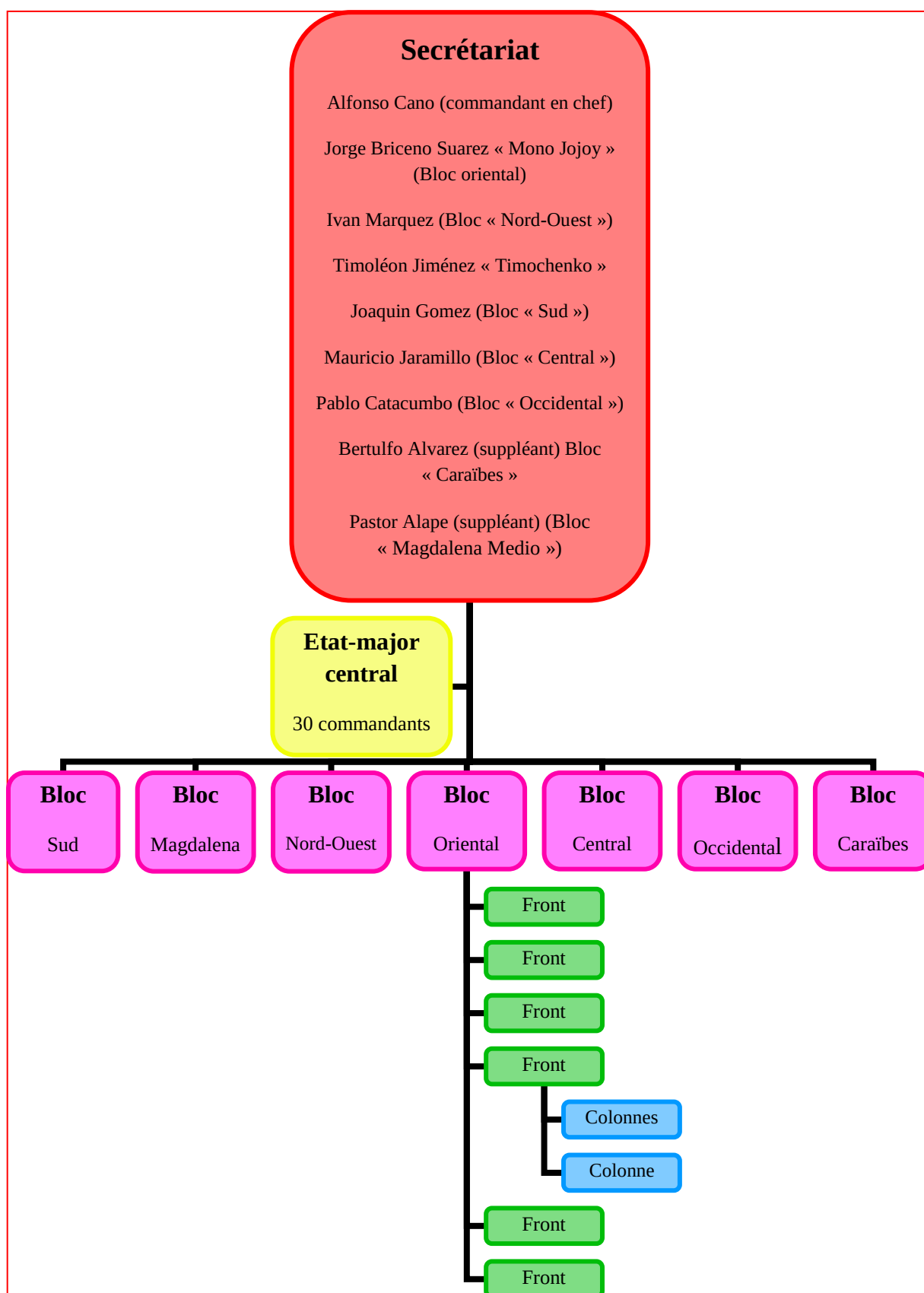


Tableau synoptique des mouvements armés

Le tableau qui suit voudrait illustrer, à partir d'exemples concrets tirés de l'Histoire récente ou moins récente, la typologie que nous proposons en matière de mouvements de guérillas à savoir « guérilla politique » ; « guérilla hybride » et « guérilla dégénérée ». Ce classement n'est bien sûr pas figé et est susceptible d'évoluer. Les guérillas sont en effet des organismes vivants susceptibles de muter et de changer de nature : c'est le cas par exemple de l'armée du Kuomintang, le mouvement nationaliste chinois anticomuniste dont certaines unités, réfugiées en Birmanie, après la prise de pouvoir par Mao en 1949, se sont progressivement muées en organisations narco-criminelles. C'est peut-être le cas du PKK, la guérilla séparatiste kurde, très impliquée à une époque dans le trafic d'héroïne, qui pourrait, à la faveur des négociations qui s'annoncent avec l'État turc réintégrer la vie civile comme l'a fait l'UCK après la défaite des Serbes par l'OTAN. En revanche, il n'est pas, à notre connaissance, de guérilla, devenue criminelle, ayant rétrogradée du « crime » à l'« hybride ».

Pays	« Politique »	« Hybride »	« Dégénérée »
Afghanistan		Talibans (héroïne)	
Albanie		UCK (héroïne)	
Birmanie			Kuomintang (héroïne)
Colombie		FARC (cocaïne) ELN (rackets)	
Mexique	EZLN (en activité)		
Pérou			Sentier Lumineux (cocaïne)
Sri Lanka		ELAM	
Turquie		PKK (héroïne)	
Uruguay	MLN-Tupamaros (1966-1973)		

Le cas le plus surprenant est représenté par l'organisation uruguayenne de guérilla urbaine, MLN-Tupamaros¹³⁵. Ce mouvement, crée au début des années 1960, de lutte armée a été éliminé par les militaires après le coup d'État de 1973 et a ressuscité sous la forme d'un parti politique membre de la coalition de gauche : le Frente amplio. C'est même un des fondateurs des Tupamaros, José Mujica, qui vient d'être élu président de la République aux dernières élections tenues en décembre 2009.

¹³⁵ Alain Labrousse [2009]

Et quel rôle est destiné à la Nouvelle-Grenade dans l'histoire future du continent ? Si les nations ressemblent toujours à la terre qui les nourrit, que ne devons-nous pas espérer de ce pays où se rapprochent les océans, où se trouvent superposés tous les climats, où croissent tous les produits, où cinq chaînes de montagnes ramifiées en éventail créent une si merveilleuse diversité de sites ?

Élisée Reclus (1861)
